



MENTION

M

B30775

05/05/2008

L080065568.01

CASH

Tarif : 801

R

Nom de la société: Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat Luxembourg

Siège social: 1, Place de Metz - Luxembourg

No du registre de Commerce : B 30775

Le Bilan avec les comptes annuels consolidés au 31.12.2007

enregistré à Luxembourg le 30/4/2008

référence: Lsa CP / 43765

a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg

le 31/12/2008

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations

Luxembourg, le 31/12/2008

Signature:



B30775

05/05/2008 L080065568.02

CASH Tarif : 801 R

\$



BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT LUXEMBOURG

Siège Central:
Luxembourg, 1, Place de Metz

R.C. Luxembourg No B 30775

Etablissement public autonome, institué par la loi du 21 février 1856 (Mémorial 1, No 6, du 10 mars 1856) et régi par la loi du 24 mars 1989 (Mémorial A, No 16 du 28 mars 1989)



TABLE DES MATIERES

PAGES

RAPPORT DE GESTION.....	4
RAPPORT DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES.....	16
COMPTES CONSOLIDES AUDITES.....	19
Bilan consolidé au 31 décembre 2007	20
Tableau de variation des fonds propres consolidés au 31 décembre 2007	22
Etats consolidés des profits et pertes comptabilisés au 31 décembre 2007.....	23
Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2007.....	24
Tableau consolidé des flux de trésorerie au 31 décembre 2007	25
NOTES AUX COMPTES CONSOLIDES.....	27
1 INFORMATION GENERALE.....	28
2 PRINCIPES D'ELABORATION DES COMPTES CONSOLIDES	28
2.1 Respect des principes généraux IFRS	28
2.2 Principes de consolidation.....	29
2.3 Transactions en monnaies étrangères	32
2.4 Opérations bancaires	33
3 INFORMATIONS SUR LES REGLES ET PRINCIPES COMPTABLES	36
3.1 Caisse et avoirs auprès des banques centrales.....	36
3.2 Les instruments financiers.....	36
3.3 Immobilisations corporelles	43
3.4 Les contrats de locations	45
3.5 Immobilisations incorporelles	45
3.6 Avantages au personnel.....	45
3.7 Provisions	47
3.8 Impôt différé.....	47
4 NOTES AU BILAN CONSOLIDE.....	48
4.1 Caisse et avoirs auprès des banques centrales.....	48
4.2 Instruments financiers	48
4.3 Parts mises en équivalence.....	51
4.4 Titres détenus jusqu'à l'échéance.....	52
4.5 Titres nantis dans le cadre de cession-rétrocession	53
4.6 Obligations convertibles incluses dans les différents portefeuilles.....	53
4.7 Instruments dérivés.....	54

4.8	Prêts et avances – établissements de crédit	55
4.9	Prêts et avances – clientèle.....	55
4.10	Immobilisations corporelles	56
4.11	Autres actifs.....	56
4.12	Impôts : Actifs et passifs d'impôts	57
4.13	Emissions de titres.....	59
4.14	Dépôts évalués au coût amorti – établissements de crédit	59
4.15	Dépôts évalués au coût amorti – clientèle	60
4.16	Fonds de pension – Plan de pension à prestations définies	60
4.17	Autres provisions.....	61
4.18	Autres passifs	61
4.19	Transactions avec les parties liées.....	62
4.20	Eléments de hors bilan	63
5	NOTES AU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE.....	64
5.1	Résultat d'intérêts.....	64
5.2	Revenus des valeurs mobilières	64
5.3	Commissions	65
5.4	Résultat réalisé sur instruments financiers non renseignés à la juste valeur au compte de résultat	65
5.5	Résultat sur instruments financiers détenus à des fins de négociation.....	65
5.6	Résultat net sur opérations de couverture.....	65
5.7	Autres résultats nets d'exploitation	66
5.8	Frais du personnel	66
5.9	Autres frais généraux administratifs.....	66
5.10	Corrections de valeur sur actifs corporels	66
5.11	Corrections de valeur sur risques de crédit individuels et collectifs	67
5.12	Charge d'impôt.....	67
6	GESTIONS DES RISQUES FINANCIERS	68
6.1	Règles de gestion des risques financiers	68
6.2	Compliance.....	69
6.3	Audit Interne.....	69
6.4	La gestion active/passive et la gestion du risque de liquidité.....	69
6.5	Les systèmes de mesure et de contrôle des limites	70
6.6	Exposition aux risques de crédit.....	71
6.7	Risque de liquidité.....	80
6.8	Risque de marché	82
6.9	Juste valeur des instruments financiers	84
7	INFORMATION SECTORIELLE.....	87
7.1	Secteurs d'activité	87
7.2	Information géographique	88
7.3	Information sur les produits et services.....	88
7.4	Information sur les clients importants	89





BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG

RAPPORT DE GESTION
31 décembre 2007

RAPPORT DE GESTION DE LA BCEE

A partir de l'exercice 2007, la BCEE présente, en complément à ses comptes annuels sous le référentiel comptable luxembourgeois, des comptes consolidés sous le référentiel IFRS. Les comptes consolidés incluent les filiales ainsi que les sociétés associées. Les chiffres émanant des comptes annuels ne sont donc pas comparables à ceux émanant des comptes consolidés, établis à référentiel et à périmètre différent.



L'expansion économique s'est poursuivie en 2007 dans la zone euro, mais à un rythme légèrement plus lent que l'année précédente. La hausse des taux d'intérêt, l'appréciation de l'euro, la flambée des prix de l'énergie, les turbulences suscitées par la crise financière du « subprime » aux Etats-Unis ainsi que le durcissement des conditions de crédit qui en a résulté sont autant de facteurs qui ont freiné l'expansion. La Banque centrale européenne (BCE) a augmenté, moyennant deux hausses de chaque fois 0,25% le 8 mars, respectivement le 7 juin, son taux de refinancement à 4,0% au cours de l'année. Le taux réel à court terme a été positif pendant toute l'année sous revue avec un taux d'inflation de 2,1%.

Tout comme les années précédentes, de nouvelles niches de croissance ont été exploitées avec succès par la place financière du Luxembourg comme en témoignent la progression de la somme des bilans ainsi que des capitaux sous gestion, de la marge d'intérêt et des revenus de commissions de l'ensemble des banques. La progression substantielle du résultat sur intérêts, y compris les dividendes perçus sur les filiales, résulte principalement de l'évolution favorable des activités d'intermédiation et de la perception de dividendes relatifs aux réseaux de filiales des banques luxembourgeoises. La progression du résultat sur commissions témoigne de la vigueur des activités de gestion patrimoniale durant l'année écoulée.

Pour la BCEE, cette évolution s'est traduite par une croissance du résultat net de 7,3% à 117,0 millions d'euros (croissance de 27,6% à 201,7 millions d'euros dans les comptes consolidés). Ce bénéfice a été généré grâce au dynamisme de l'ensemble des activités de la Banque. Le résultat sur marge d'intérêt a sensiblement progressé en raison de l'augmentation des taux de rendement à court terme et les commissions ont bénéficié des bonnes performances boursières au courant du premier semestre 2007.

L'ensemble des coûts, qui englobent les frais généraux et les corrections de valeur sur actifs corporels, ont pu être maîtrisés et leur progression a été limitée à 2,4% (2,2% dans les comptes consolidés).

Le plan d'investissement important dans les grands projets stratégiques commerciaux, réglementaires et de gestion des risques a été poursuivi tout au long de l'exercice 2007. La Banque a finalisé avec succès les travaux de mise en place de la directive MIFID ainsi que d'un outil de « Customer Relationship Management » permettant de personnaliser la relation avec la clientèle et d'offrir les produits les mieux adaptés aux besoins de ses clients.

La Banque publie pour la première fois des résultats consolidés et en conformité avec les nouvelles normes comptables IFRS et opte pour un reporting de ses activités en trois segments: Banque des Particuliers, des Professionnels, des Entreprises et du Secteur Public; Banque des Marchés et des Fonds d'Investissements; et Autres. Ces trois segments sont présentés en détail sur les pages suivantes.

Croissance du segment « Banque des Marchés et des Fonds d'Investissements » dans un contexte de marché difficile

Banque des Marchés

L'activité a connu une conjoncture particulièrement difficile en 2007. La prudence traditionnelle affichée par la BCEE dans sa politique de gestion des risques a montré ses effets et la dégradation des conditions de marché n'a pas affecté de manière préoccupante la valeur du portefeuille propre de la Banque.

Cette gestion conservatrice est consacrée par les excellentes notations des agences Standard & Poor's (AA+/A-1+) et Moody's (Aaa/P-1).

Tout au long de la crise de liquidité du deuxième semestre 2007, la BCEE a su maintenir sa liquidité à des niveaux confortables. Cet atout a permis à la Banque de générer une marge d'intérêt en forte hausse sur ses activités du marché monétaire.

Administration et Gestion de Fonds d'Investissements

Ces activités ont généré d'excellents résultats. Ainsi, les investissements informatiques réalisés ont permis de dynamiser la gestion des actifs des sicav gérées par la société de gestion Lux-Investment Advisors S.A. (LIA), dont la BCEE est l'actionnaire principal.

La BCEE offre aux promoteurs externes, notamment aux véhicules les plus complexes comme les fonds de Private Equity et les Hedge Funds, une large gamme de services.

Baisse des autres éléments du résultat

Le segment « Autres » regroupe notamment les revenus sur participations non liées à un métier de la Banque et les coûts des activités de support et de back office non raisonnablement affectables. En 2007, les revenus sur participations sous forme de dividendes sont restés à un niveau élevé et les coûts ont pu être maîtrisés. Malgré ces éléments encourageants, les revenus de l'exercice n'atteignent pas le niveau de l'année 2006 qui fut marquée par la perception d'une plus-value non récurrente liée à une opération au capital d'une participation stratégique.



Bâle II et la politique de gestion des risques

Au cours de l'exercice écoulé, la Banque a de nouveau déployé d'importantes ressources dans les travaux de mise en œuvre de la nouvelle réglementation Bâle II. En décembre 2007, la Banque a reçu de la part de l'autorité de surveillance l'approbation conditionnelle d'appliquer la méthode dite des notations internes de base à partir du 1^{er} janvier 2008.



La Banque a par ailleurs réalisé un projet important visant à permettre une meilleure analyse des gaps de taux d'intérêt et de liquidité structurels.

La politique de gestion des risques inhérents aux différents métiers est restée au centre des préoccupations de la Banque. Cette politique est axée autour des principes de gestion suivants :

- Assurer une limitation des risques liés aux transactions et portefeuilles de la Banque;
- Faciliter la prise de décision lors de la conclusion de nouvelles opérations et permettre une rémunération adéquate en fonction des risques identifiés;
- Maintenir un équilibre adéquat des portefeuilles d'activités sur la base des résultats obtenus et des effets de diversification continus;
- Assurer la pérennité de la Banque.

Le présent chapitre est subdivisé en quatre grandes catégories de risque: risque de contrepartie ou de crédit, risque de marché, risque de liquidité et risque opérationnel.

Risque de contrepartie

Dans le domaine des crédits accordés à l'économie nationale, la structure des décisions est hiérarchisée en différents comités de crédit en fonction de l'encours global du client. La structure du portefeuille se décompose en prêts hypothécaires au logement pour plus de la moitié de l'encours. En ce qui concerne le portefeuille des prêts hypothécaires au logement, le risque de crédit est couvert par le processus d'évaluation de la capacité de remboursement des clients et par l'existence de garanties réelles. Pour le secteur des prêts et avances aux entreprises, la Banque s'est fixé des procédures rigoureuses pour l'analyse des dossiers et la prise de garanties. Une attention particulière est accordée au respect des engagements par secteur et par contrepartie. Grâce à la méthodologie de Bâle II, la Banque peut effectuer un suivi continu des portefeuilles agrégés quant à l'évolution du risque.

Dans le domaine des marchés interbancaires et des crédits internationaux, où la grande majorité des contreparties est constituée d'établissements bancaires et financiers, l'attribution d'une notation interne à une contrepartie bancaire se fait à partir d'une combinaison d'analyses quantitatives et qualitatives. L'élément quantitatif se base sur des ratios décrivant le mieux la rentabilité, l'importance des fonds propres, la liquidité et la qualité des actifs de la contrepartie tandis que l'élément qualitatif émane de l'analyste lui-même qui tient compte d'éléments non financiers tels que la part de marché, la qualité du Management et le rating externe.

En ce qui concerne les crédits internationaux à des entités non financières, la priorité est accordée aux engagements classés au minimum « Investment Grade » sur des pays de l'OCDE. Ces contreparties, comme toutes les autres contreparties de la Banque, reçoivent une notation interne, basée sur des règles similaires à celles appliquées aux établissements bancaires et financiers.

Les encours de crédit font l'objet d'un suivi du risque de contrepartie et d'un contrôle régulier sur base d'analyses financières actualisées et de propositions d'ajustement des limites par contrepartie. La Banque applique également un système de limite-pays pour les pays à rating inférieur à AA. Ces limites sont sujettes à révision périodique.

Les investissements en instruments dérivés sont largement réglementés via le recours aux contrats-types ISDA (« International Swaps and Derivatives Association Inc. ») qui comprennent des clauses de compensation en cas de faillite d'une des parties. La Banque s'est dotée d'un moyen de réduction supplémentaire du risque en négociant l'annexe CSA (« Credit Support Annex ») des contrats ISDA avec les contreparties les plus importantes dans le domaine des opérations du hors bilan. Cette annexe prévoit, sur la base d'une réévaluation périodique des positions bilatérales, le dépôt de garanties sous forme de liquidités ou de titres de première qualité dès que la valeur nette des contrats en cours dépasse un certain seuil. Fin 2007 environ 95% du volume des opérations sur produits dérivés a été réalisé dans le contexte d'un contrat ISDA-CSA.



Risque de marché

Le risque de marché est le risque de perte découlant d'une variation défavorable de différents paramètres financiers, dont principalement les taux d'intérêt, les prix des actions et les cours de change.

Dans sa politique de gestion du risque de marché, la Banque distingue le risque de transformation, résultant de la différence structurelle entre les maturités des ressources et celles de leurs réinvestissements au niveau du bilan de la Banque, du risque lié à la gestion de la trésorerie ainsi qu'aux opérations de négociation (« trading »).

Le risque de transformation est pris en charge par le comité ALM (« Asset Liability Management »), qui assure d'une part l'adéquation de la gestion des fonds propres et des fonds placés sur comptes à vue ou comptes d'épargne et, d'autre part, celle du refinancement des portefeuilles des crédits nationaux et internationaux ainsi que des portefeuilles obligataires et actions propres de la Banque dans le but de minimiser les implications négatives des mouvements des courbes de taux sur les performances de la Banque. Le comité ALM se compose des membres du Comité de direction de la Banque et d'un certain nombre de chefs de service.

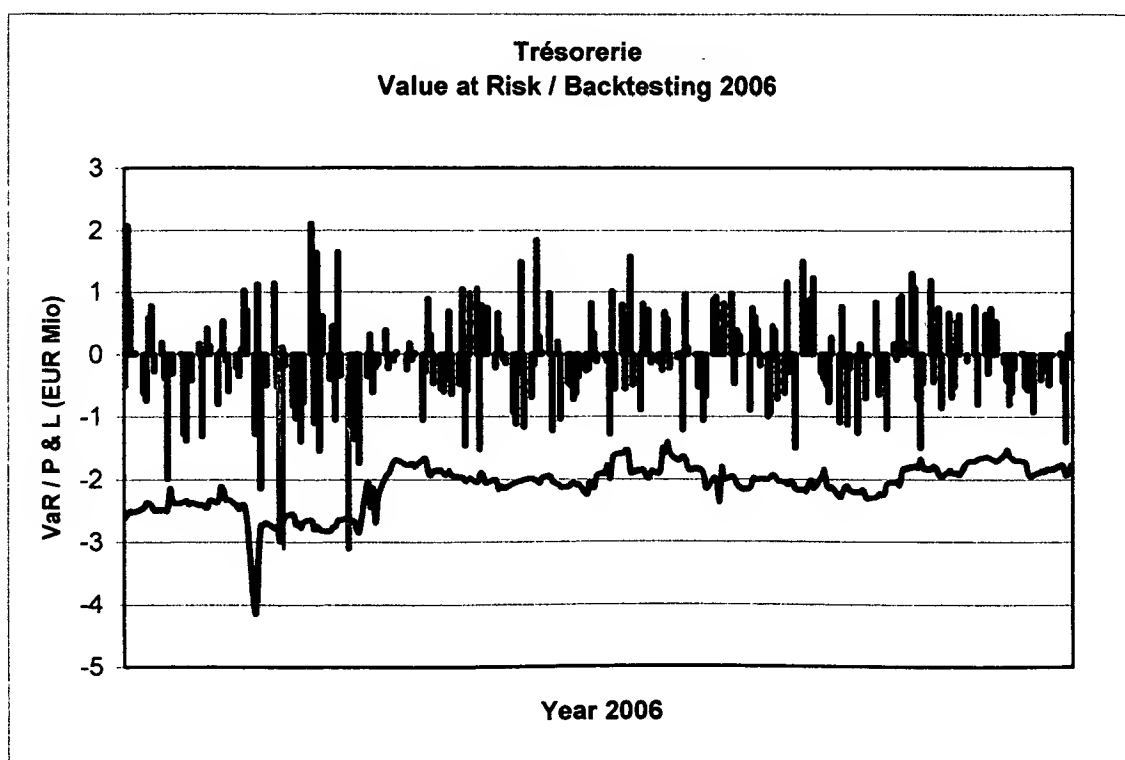
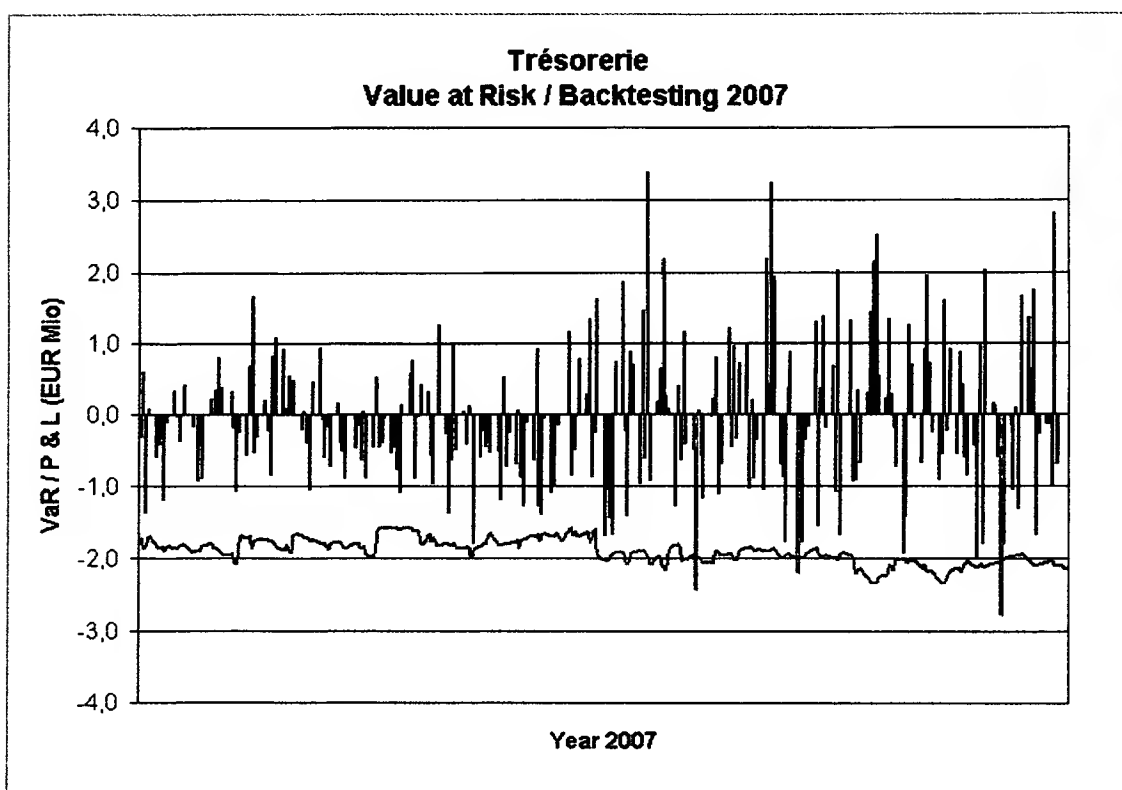
Toutes les autres composantes du risque de marché comme le risque de taux, de change ou de prix sur actions touchant les positions de la trésorerie ou du « trading » en instruments du bilan et du hors bilan sont centralisées en temps réel à la salle des marchés dans le système « front-office » et sont maintenues dans des limites fixées par le Comité de direction de la Banque. Le Comité de direction est informé régulièrement par une unité indépendante de la salle des marchés du respect des limites ainsi que des niveaux de risque encourus.

Les niveaux de risque sont principalement surveillés moyennant l'indicateur linéaire « Value at Risk » (VaR), qui a été mis en place en 2003. La Banque calcule la VaR sur base de la méthodologie dite de simulation historique. Les activités de « trading » et de trésorerie sont soumises à des limites VaR respectives.

Sur une base journalière, la VaR est évaluée pour l'ensemble des portefeuilles à risque de marché (« trading », trésorerie, investissement) à l'exception du portefeuille des participations. L'évaluation est faite pour une période d'un jour avec un seuil de confiance de 99%. Les séries temporelles couvrent une année entière, ce qui correspond pour l'année 2007 à un total de 259 observations.

L'efficacité des calculs de VaR est contrôlée de manière ex-post dans le cadre d'un « back-testing » pour lequel les prédictions faites par la VaR sont comparées par rapport aux variations de valeur effectivement constatées. Le graphique suivant montre l'évolution de la VaR et du « back-testing » pour la Trésorerie de la Banque durant l'année 2007. En moyenne, la VaR était de 1,9 millions d'euros. Pour le seul portefeuille de « trading », la VaR était de 199.000 euros en moyenne au courant de 2007.

Le résultat négatif de la Trésorerie ne devrait pas dépasser le montant de la VaR en moyenne plus d'un jour sur cent. Pour l'année 2007, nous avons observé trois dépassements de la VaR pour la Trésorerie.





En sus de la VaR, qui permet une gestion agrégée des différents risques de marché, la Banque maintient d'autres outils de gestion des risques en fonction des instruments financiers concernés. Ainsi, le risque de taux est géré en simulant l'incidence d'une variation parallèle d'un point de base (0,01%) de la courbe des taux d'intérêt sur la Valeur Actuelle Nette (ou « Net Present Value ») des positions. Les rapports quotidiens présentent donc la variation résultant de la variation parallèle de toutes les courbes de taux d'intérêt d'un point de base, appelée encore « Basis Point Value » (BPV) qui doit rester dans des limites fixées. De même, le risque de change et le risque sur actions sont gérés par des limites sur les positions individuelles et des ordres « stop-loss ».

Risque de liquidité

Le risque de liquidité résulte du problème de réconciliation des flux financiers entrants et sortants à une date précise. Le risque pour un établissement financier est celui de ne plus pouvoir, à un moment donné, assurer ses obligations de paiement pour cause de manque d'actifs liquides par rapport aux passifs devenus exigibles. De par sa structure financière, la Banque se trouve normalement dans une situation d'excédents de liquidités. Cette situation a pu être maintenue au cours de la crise de liquidité du secteur financier qui a débuté au deuxième semestre de l'année 2007.

La Banque opère un suivi permanent du risque de liquidité en fonction des échéances. La salle des marchés assure la gestion de la liquidité à court terme. Au-delà, la Banque dispose de passifs stables et diversifiés, notamment sous forme d'une base de dépôts clientèle très solide et de programmes de refinancement ECP, USCP et EMTN qui lui assurent une situation confortable en matière de liquidité. De plus, le portefeuille de valeurs mobilières à revenu fixe de grande qualité (rating moyen de AA-) permet à la Banque un refinancement à la fois auprès de la Banque centrale européenne et dans le marché du repo.

Dans le cas d'un besoin urgent et important de liquidités, la Banque dispose d'une ligne de crédit « intraday » et « overnight » auprès de la Banque centrale du Luxembourg (BCL) contre nantissement de titres publics ou autres titres à revenu fixe. A cet effet, la Banque conserve en permanence un portefeuille d'un minimum de 2.500 millions d'euros en titres à revenu fixe pouvant servir de garantie auprès de la BCL.

Risque opérationnel

D'une manière générale, le risque opérationnel est le risque de perte résultant de procédures internes inadéquates ou défectueuses, d'erreurs humaines ou informatiques ou d'événements externes.

La maîtrise du risque opérationnel est, entre autres, assurée par des règles et procédures détaillées ainsi que par un système de contrôle interne implémenté à tous les niveaux, dont le suivi est assuré par la Direction de la Banque.

Dans le but de centraliser la gestion du risque opérationnel, la Banque exploite un outil permettant, d'une part, la gestion des incidents internes selon les méthodologies proposées par Bâle II et, d'autre part, la définition de plans d'auto évaluation (« self-assessment ») des risques opérationnels pour toutes les activités de la Banque. La Banque dispose d'une base de données qui recense tous les incidents qui ont un impact sur le résultat de la Banque et qui sont relatifs à une défaillance humaine ou informatique. Les incidents font par ailleurs l'objet d'une analyse récurrente au niveau d'un certain nombre de comités de la Banque, comme le Comité de Gestion Informatique.



La Banque vise par ailleurs à diminuer le risque opérationnel par une amélioration constante des systèmes d'exploitation et des structures organisationnelles.

En ce qui concerne les activités de banque de détail, un suivi rigoureux des affaires, la séparation des fonctions au niveau opérationnel ainsi que le renforcement des procédures sont destinés à éviter d'éventuels incidents. Depuis 2004, le service « Compliance » veille au respect par la Banque de toute réglementation en vigueur et notamment concernant les procédures et la formation en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et de financement du terrorisme et le suivi des réclamations de la clientèle.

Le service Organisation est en charge de la coordination des grands projets informatiques de la Banque avec comme objectif d'assurer le « change management » et d'éviter les risques opérationnels inhérents à ces projets. Au-delà, sa mission consiste à veiller à la sécurité physique et informatique de la Banque, avec la coordination des plans « Disaster Recovery Plan » (DRP) et « Business Continuity Plan » (BCP) qui servent à assurer la continuité des services de la Banque dans l'éventualité d'une situation de crise.

Dans le domaine de la sécurité des systèmes d'information, une attention toute particulière est accordée en permanence à la protection des informations relatives aux clients. Les considérations de sécurité font partie intégrante de tous les projets informatiques et la Banque fait régulièrement appel à des audits de sécurité spécifiques pour confirmer le niveau de sécurité atteint.

Finalement, la Banque a prorogé la souscription d'un certain nombre de polices d'assurance dans le but de se prémunir contre des pertes financières éventuelles en rapport avec la matérialisation d'un risque opérationnel. Ces polices d'assurance couvrent les principaux domaines d'activité. Une partie de ces risques est prise en charge par la société de réassurance BCEE Ré.

Risque financier et comptabilité de couverture dans les comptes consolidés sous référentiel IFRS

La Banque utilise des instruments dérivés afin de couvrir les risques de taux d'intérêt, de change, de crédit et de prix fixe (indices boursiers, prix d'actions). Les instruments dérivés couramment utilisés sont les « IRS – Interest rate swaps » et les « CIRS – Cross currency interest rate swaps » dans le cadre d'opérations de couverture « Plain Vanilla ». Parallèlement à ces contrats standardisés, la Banque couvre spécifiquement les émissions structurées (EMTN) et les acquisitions d'obligations structurées incluses dans le portefeuille des actifs disponibles à la vente contenant des dérivés incorporés (« Embedded derivatives ») par des swaps à composantes structurées.

Un instrument dérivé est toujours considéré comme détenu à des fins de transaction sauf s'il est désigné en tant qu'instrument de couverture. Lors de la conclusion d'un contrat, la Banque peut désigner certains instruments financiers en tant qu'instruments de couverture lorsque ces opérations respectent les critères définis par la norme IAS 39.

La Banque a principalement recours à la couverture de juste valeur.

La comptabilité de couverture doit respecter les conditions limitatives suivantes énoncées par la norme IAS 39 :

- préalablement à la mise en place de la couverture, une documentation précise et formalisée sur la relation entre l'élément couvert et l'élément de couverture, la nature du risque couvert, l'objectif et la stratégie justifiant l'opération de couverture ainsi que la méthode utilisée pour mesurer l'efficacité de la relation de couverture doit être préparée ;
- la couverture doit débuter dès la mise en place de l'instrument et se poursuivre sans interruption ;
- efficacité prospective : dès la mise en place de l'opération, les caractéristiques de l'opération de couverture doivent permettre une couverture efficace de façon à neutraliser les variations de juste valeur respectivement de flux de trésorerie du sous-jacent couvert au cours de la période de couverture. L'efficacité prospective est donnée lorsque les caractéristiques principales entre éléments couverts et de couverture sont sensiblement identiques (nominal, taux d'intérêt, échéance, devise) à l'intérieur de la période de couverture désignée par la Banque pour l'opération en question ;
- efficacité rétrospective : un test rétrospectif d'efficacité de couverture (variations entre 80% et 125%) est effectué à chaque arrêté comptable.



Progression soutenue de la rentabilité

Les résultats financiers de la Banque au 31 décembre 2007 sont en progression soutenue par rapport à ceux affichés pour l'exercice 2006.

Le produit bancaire a enregistré une croissance de 5,3% pour se situer à 423,9 millions d'euros fin 2007 (croissance de 13,2% à 470,8 millions d'euros pour les comptes consolidés).

La marge nette d'intérêt est en forte hausse (+14,1% dans les comptes annuels ; +15,5% dans les comptes consolidés) grâce à l'accroissement du volume des crédits et des dépôts de la clientèle non bancaire, l'augmentation de la marge réalisée sur les opérations de marchés et d'ALM et la progression des résultats de remplacement des fonds propres. La marge d'intérêt a globalement bénéficié des hausses de taux d'intérêt de la part de la Banque centrale européenne (BCE).

Le résultat sur commissions augmente de 10,9% (+8,8% dans les comptes consolidés) grâce à l'activité d'administration d'opc et à l'activité de crédits à la clientèle non bancaire.

Les revenus de valeurs mobilières à revenu variable ont progressé de 4,4% (+12,5% de croissance de revenus dans les comptes consolidés) avec une nouvelle augmentation des dividendes perçus en provenance des portefeuilles de titres et de participations (portefeuille des actifs disponibles à la vente dans les comptes consolidés).

Le résultat provenant d'opérations financières passe de 20,9 millions d'euros fin 2006 à 1,7 millions d'euros au 31 décembre 2007. Par définition plus volatile, cette rubrique inclut le résultat de l'activité négoce de titres et opérations de change. En 2007, la présente rubrique comprend également les résultats d'évaluation des obligations à taux flottant des émetteurs financiers dont les prix ont souffert de la crise de confiance généralisée qui a gagné les marchés financiers suite à la crise du « subprime » (dans les comptes consolidés, ces résultats d'évaluation apparaissent à la rubrique Réserve de réévaluation dans les fonds propres au bilan. La réserve de réévaluation affiche néanmoins une croissance de 11,1% pour atteindre 538,6 millions d'euros fin 2007).

Les autres produits d'exploitation sont en baisse par rapport à l'année dernière en raison de l'absence en 2007 d'une plus-value à caractère non récurrent (dans les comptes consolidés, les autres produits d'exploitation sont stables, les plus-values sur ventes de participations y figurent à la rubrique du Résultat réalisé sur instruments financiers non renseignés à la juste valeur au compte de résultat . Cette dernière rubrique affiche, d'une année à l'autre, une progression de 20,5%).

Grâce à une politique rigoureuse de maîtrise des coûts, la Banque a pu limiter la croissance de ses frais généraux totaux à 2,4% (2,2% dans les comptes consolidés). D'importants projets de « reengineering » et d'automatisation des processus contribuent à améliorer constamment la productivité. Ces éléments ont permis de compenser l'effet de la croissance structurelle des frais de personnel tout en préservant la qualité du service rendu.

En ligne avec sa politique de prudence, la Banque a constitué des corrections de valeur nettes couvrant les risques identifiés en cours d'année sur certains de ses actifs de 26,1 millions d'euros par rapport à 11,8 millions d'euros en 2006 (dans les comptes consolidés, la dotation nette pour corrections de valeur sur risques de crédit individuels et collectifs sur instruments financiers est passée de 2,5 millions d'euros en 2006 à 13,7 millions d'euros en 2007 ; cette augmentation est la conséquence directe de la détérioration de certains actifs dans le contexte de la crise sur les marchés financiers).

Compte tenu des éléments qui précèdent, la Banque peut afficher, pour l'exercice 2007, un bénéfice net de 117,0 millions d'euros (201,7 millions d'euros dans les comptes consolidés) contre 109,0 millions d'euros (158,1 millions d'euros dans les comptes consolidés) un an plus tôt, en hausse de 8,0 millions d'euros ou de 7,3% (en hausse de 43,6 millions d'euros ou de 27,6% dans les comptes consolidés).

Après distribution d'une partie du bénéfice net à l'Etat luxembourgeois, le résultat restant permet à la Banque de renforcer ses fonds propres, dont le niveau est largement suffisant pour répondre aux normes communautaires en matière de solvabilité avec un ratio intégré d'adéquation des fonds propres au 31 décembre 2007 de 11,60% et un « Tier 1 ratio » de 9,39%. Les fonds propres de base se situent à 1.527,6 millions d'euros au 31 décembre 2007 contre 1.436,6 millions d'euros un an plus tôt, soit un accroissement de 6,3% (dans les comptes consolidés, les fonds propres se situent à 2.635,1 millions d'euros au 31 décembre 2007 contre 2.379,4 millions d'euros un an plus tôt, soit un accroissement de 10,75%). L'expansion du volume des affaires dans les années à venir est ainsi assurée.



Perspectives pour l'année 2008

En ce début de l'année 2008, les marchés boursiers sont sous l'emprise de mauvaises nouvelles et l'économie mondiale, confrontée à des vents contraires, montre des signes de ralentissement. Les indicateurs économiques précurseurs sont en recul aussi bien en Europe que dans les autres principales régions du monde.

La crise du crédit et les craintes de pertes et de moins-values supplémentaires dans le secteur financier continuent de provoquer des sanctions en bourse. La prime de risque, par rapport au rendement faible des obligations, a considérablement augmenté.

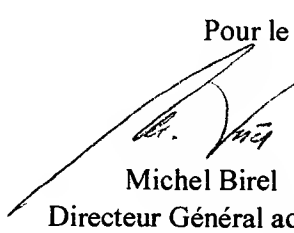
Compte tenu d'une conjoncture nationale toujours favorable, la BCEE est confiante en sa capacité à développer ses activités de banque universelle en 2008.

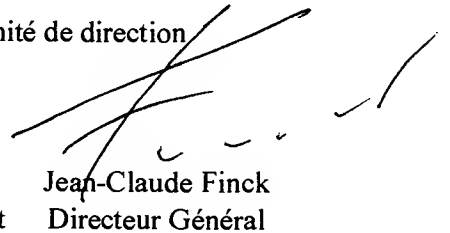
L'amélioration constante de la qualité du service au client restera la préoccupation principale et prioritaire de la Banque également en 2008.

Des événements importants, mettant en cause la marche normale des affaires de la Banque, ne se sont pas produits après la clôture de l'exercice 2007.

Luxembourg, le 14 mars 2008

Pour le Comité de direction


Michel Birel
Directeur Général adjoint


Jean-Claude Finck
Directeur Général





**BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT,
LUXEMBOURG**

RAPPORT DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES
31 décembre 2007

Deloitte.

Deloitte SA
 Audit, Tax, Consulting,
 Financial Advisory Services
 560, rue de Neudorf
 L-2220 Luxembourg
 B.P. 1173
 L-1011 Luxembourg
 Tel: +352 451 451
 Fax: +352 451 452 401
 www.deloitte.lu

RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES*Au Conseil d'administration de la**Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg***Rapport sur les comptes consolidés**

Conformément au mandat donné par le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, sur proposition du Conseil d'administration de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés ci-joints de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, comprenant les bilans consolidés au 31 décembre 2006 et au 31 décembre 2007, ainsi que le compte de résultat consolidé, l'état des variations dans les capitaux propres consolidés et le tableau des flux de trésorerie consolidé pour les exercices clos à ces dates, et de l'annexe contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité du Comité de direction et du Conseil d'administration dans l'établissement et la présentation des comptes annuels

L'établissement et la présentation sincère des comptes consolidés conformément à la loi du 16 mars 2006 relative à l'introduction des normes comptables internationales pour les établissements de crédit relèvent de la responsabilité du Comité de direction et font l'objet d'une approbation par le Conseil d'administration, conformément à la loi organique du 24 mars 1989. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité du réviseur d'entreprises

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes consolidés sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées par l'Institut des réviseurs d'entreprises. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.
 Audit . Tax . Consulting . Financial Advisory .

Member of
 Deloitte Touche Tohmatsu

Deloitte.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les comptes consolidés. Le choix des procédures relève du jugement du réviseur d'entreprises, de même que l'évaluation du risque que les comptes consolidés contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, le réviseur d'entreprises prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes consolidés afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites sous la responsabilité du Comité de direction et approuvées par le Conseil d'administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes consolidés. Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

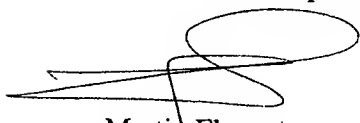
Opinion


A notre avis, les comptes consolidés donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière consolidés de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg au 31 décembre 2006 et au 31 décembre 2007, ainsi que de sa performance financière et des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière, telles qu'adoptées dans l'Union Européenne.

Rapport sur d'autres obligations légales ou réglementaires

Le rapport de gestion consolidé, qui relève de la responsabilité du Comité de direction et fait l'objet d'une approbation par le Conseil d'administration, est en concordance avec les comptes consolidés.

Deloitte SA
Réviseur d'entreprises


Martin Flaunet
Partner


Benoît Schaus
Partner


Le 19 mars 2008

06 - 05 - 2008



**BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT,
LUXEMBOURG**

COMPTES CONSOLIDES AUDITES
31 décembre 2007



Bilan consolidé au 31 décembre 2007

ACTIF du Bilan			
(en euros)			
	Notes	31/12/2006	31/12/2007
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	4.1.	1.179.071.333	946.542.152
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	4.2., 4.7.	187.323.777	291.618.652
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu fixe	4.2.	15.562.004.312	15.071.949.807
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu variable (*)	4.2.	734.969.714	930.227.349
Parts mises en équivalence	4.3.	140.085.163	154.338.554
Titres détenus jusqu'à l'échéance	4.4.	1.608.789.247	1.450.062.610
Prêts et avances au coût amorti - Etablissements de crédit	4.8.	12.208.555.418	9.960.334.536
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	4.9.	9.006.440.994	10.319.249.124
Instruments dérivés de couverture	4.7.	136.336.224	185.826.844
Actifs corporels	4.10.	218.348.911	209.754.908
Impôts courants	4.12.	2.365.016	1.266.626
Impôts différés	4.12.	118.762.935	132.007.754
Autres actifs	4.11.	154.516.390	118.866.044
TOTAL de l'ACTIF		41.257.569.434	39.772.044.960

(*) ce chiffre inclut les participations < 20% (note 4.2.2.)

PASSIF du Bilan			
(en euros)			
	Notes	31/12/2006	31/12/2007
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	4.2., 4.7.	160.341.680	269.675.182
Emissions de titres	4.13.	8.145.865.459	7.859.876.570
Dépôts évalués au coût amorti - Etablissements de crédit	4.14.	7.607.584.847	7.593.732.793
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle privée	4.15.	12.674.274.516	14.546.970.605
Dépôts évalués au coût amorti - Secteur public (**)	4.15.	9.136.226.028	5.923.945.597
Instruments dérivés de couverture	4.7.	359.519.463	237.596.543
Fonds de pension	4.16.	267.141.220	235.999.135
Autres Provisions	4.17.	3.265.301	3.218.483
Impôts courants	4.12.	13.438.133	15.170.928
Impôts différés	4.12.	270.483.387	280.812.234
Autres passifs	4.18.	239.982.092	169.909.292
Sous-TOTAL PASSIF à reporter (y compris fonds propres)		38.878.122.126	37.136.907.362

(**) en application des catégories de clientèle (« classe d'exposition ») de Bâle II, les banques centrales sont assimilées au secteur public

BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG
Comptes consolidés
au 31 décembre 2007

Fonds propres consolidés au 31 décembre 2007

FONDS PROPRES du Bilan			
en euros		31/12/2006	31/12/2007
<i>Report Sous-total PASSIF avant Fonds propres</i>		38.878.122.126	37.136.907.362
Capital souscrit		173.525.467	173.525.467
Réserve de Réévaluation		484.856.303	538.636.052
Réserves consolidées		1.559.805.637	1.718.128.033
<i>dont différence de mise en équivalence</i>		85.557.560	102.481.274
Résultat net de l'exercice		158.067.204	201.669.100
<i>Sous-total Fonds propres – Part du Groupe</i>		2.376.254.611	2.631.958.652
Parts minoritaires		3.192.697	3.178.946
TOTAL du PASSIF y compris les FONDS PROPRES		41.957.569.434	39.772.044.960



BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG

Comptes consolidés
au 31 décembre 2007**Tableau de variation des fonds propres consolidés au 31 décembre 2007**
en euros

	Capital souscrit	Réserves consolidées	Réserve de Réévaluation	Résultat net	Total Fonds propres	Intérêts minoritaires
au 1 ^{er} janvier 2007	173.525.467	1.559.805.638	484.856.304	158.067.204	2.376.254.613	3.192.697
Affectation du résultat 2006		158.067.204		-158.067.204		
Résultat net de l'exercice 2007				201.669.100	201.669.100	
Distribution pour l'exercice 2006		-30.000.000			-30.000.000	
Ecart actuariel sur fonds de pension		27.723.054			27.723.054	
Résultat net d'évaluation des opérations sur instruments financiers disponibles à la vente			55.117.735		55.117.735	
Résultat net d'évaluation sur couverture de flux de trésorerie			-1.337.987		-1.337.987	
Autres		2.532.137			2.532.137	-13.751
au 31 décembre 2007	173.525.467	1.718.128.033	538.636.052	201.669.100	2.631.958.652	3.178.946

	Capital souscrit	Réserves consolidées	Réserve de Réévaluation	Résultat net	Total Fonds propres	Intérêts minoritaires
au 1 ^{er} janvier 2006	173.525.467	1.537.537.746	516.209.776		2.227.072.989	3.126.1589
Résultat net de l'exercice 2006				158.067.204	158.067.204	
Distribution pour l'exercice 2005		-30.000.000			-30.000.000	
Ecart actuariel sur fonds de pension		17.470.872			17.470.872	
Résultat net d'évaluation des opérations sur instruments financiers disponibles à la vente			-28.290.056		-28.290.056	
Résultat net d'évaluation sur couverture de flux de trésorerie			-3.063.416		-3.063.416	
Autres		34.997.020			34.997.020	1.931.108
au 31 décembre 2006	173.525.467	1.559.805.638	484.856.304	158.067.204	2.376.254.613	3.192.697

Pour l'exercice 2007, la Banque a affecté EUR 35.000.000 (2006 : EUR 30.000.000) de son résultat pour distribution à l'Etat.



BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG
Comptes consolidés
au 31 décembre 2007

Etats consolidés des profits et pertes comptabilisés au 31 décembre 2007

	31 décembre 2006	31 décembre 2007
Placements disponibles à la vente	-28.290.056	55.117.735
• Profit (perte) résultant de l'évaluation portée en fonds propres	-2.690.948	85.209.540
• Transféré en compte de résultat lors de la vente	-25.599.108	-30.091.805
Ecart actuariels sur régime à prestation définie	17.470.872	27.723.054
Couverture de flux de trésorerie	-3.063.416	-1.337.987
Résultat net comptabilisé directement en fonds propres	-13.882.600	81.502.802
Résultat de la période – part Groupe	158.067.204	201.669.100
Total des produits et charges comptabilisés au titre de l'exercice	144.184.604	203.171.902



BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG
Comptes consolidés
au 31 décembre 2007

Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2007

en euros	Notes	31/12/2007	31/12/2006
Résultat d'intérêts	5.1.	277.920.569	321.076.200
Revenus de valeurs mobilières	5.2.	16.119.134	18.132.749
Commissions	5.3.	85.778.227	93.338.150
Résultat sur intérêts, dividendes et commissions		379.817.930	432.547.099
Résultat réalisé sur instruments financiers non renseignés à la juste valeur au compte de résultat	5.4.	25.051.104	30.192.796
Résultat sur instruments financiers détenus à des fins de négociation	5.5.	3.622.162	617.551
Résultats sur opérations de couverture	5.6.	2.357.657	-435.709
Différences de change		6.428.341	2.835.732
PRODUIT NET BANCAIRE		414.977.194	465.957.189
Autres produits d'exploitation	5.7.	8.863.201	8.412.766
Autres charges d'exploitation	5.7.	-10.178.260	-3.411.717
PRODUIT BANCAIRE		413.962.135	470.758.518
Frais du personnel	5.8.	-159.581.301	-165.141.671
Autres Frais généraux administratifs	5.9.	-60.472.823	-61.054.008
Corrections de valeur sur actifs corporels et incorporels	5.10.	-25.949.814	-25.239.973
RÉSULTAT APRÈS FRAIS GÉNÉRAUX		169.958.197	219.322.866
Corrections de valeur nettes sur risques de crédit individuels et collectifs (instruments financiers)	5.11.	-2.489.967	-13.748.866
Quote-part dans le résultats des entreprises mises en équivalence		23.527.863	20.556.252
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS		190.996.093	226.130.252
Résultats sur actifs non courants et des groupes destinés à être cédés, classés comme détenus en vue de la vente et ne remplissant pas les conditions d'une activité abandonnée		41.092	1.577.479
Impôt sur le résultat provenant des activités ordinaires	5.12.	-24.523.949	-23.177.878
Impôts différés	5.12.	-6.782.355	-1.098.739
Résultat attribuable aux intérêts minoritaires		-1.663.677	-1.762.014
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		158.067.204	201.659.100



**Tableau consolidé des flux de trésorerie au 31 décembre 2007**

Le tableau des flux de trésorerie présente les entrées et les sorties de trésorerie. La trésorerie comprend les fonds en caisse ainsi que les dépôts à vue.

Le tableau des flux de trésorerie classe les flux de trésorerie de la période en activités opérationnelles, d'investissement et de financement.

Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles (Compte de résultat)

	31/12/2006	31/12/2007
Intérêts reçus	2.911.479.837	3.600.056.515
Intérêts payés	-2.662.688.009	-3.317.648.530
Revenus de valeurs mobilières (dividendes)	37.256.100	38.880.230
Commissions reçues	91.998.719	100.420.800
Commissions payées	-25.924.943	-26.819.866
Autres produits d'exploitation	8.417.566	8.177.020
Autres frais généraux administratifs	-209.433.985	-215.037.639
Autres charges d'exploitation	-8.879.260	-3.026.318
Sous-total	1.429.260.026	185.002.212

Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles (Actif)

	31/12/2006	31/12/2007
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	12.273.278	39.571.988
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu fixe	-1.180.011.631	457.812.264
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu variable	-37.373.431	-43.352.631
Prêts et avances au coût amorti (établissements de crédit)	800.997.401	2.256.840.204
Prêts et avances au coût amorti (clientèle)	-229.953.213	-1.315.377.479
Instruments dérivés de couverture	-8.627.647	5.223.874
Autres actifs	10.926.914	34.903.877
Sous-total	631.768.328	1.435.622.096

**Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles (Passif)**

	31/12/2006	31/12/2007
Titres détenus à des fins de transaction - Ventes à découvert	-20.995	48.914
Emissions	-628.320.501	-281.725.271
Dépôts évalués au coût amorti - Etablissements de crédit	-135.131.100	-13.852.054
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle	1.210.719.851	-1.358.435.530
Instruments dérivés de couverture	-4.356.725	-3.824.205
Autres passifs	-46.980.734	-82.409.491
Autres variations	-124.291.762	113.623.377
Sous-total	271.618.434	-1.626.574.260

Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement

	31/12/2006	31/12/2007
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu variable (*)	-17.628.584	5.273.806
Valeurs mobilières à revenu variable - Filiales	-901.643	2.726
Valeurs mobilières à revenu variable - sociétés mises en équivalence	2.835.750	-307.307
Titres détenus jusqu'à l'échéance	-64.738.459	165.188.891
Actifs incorporels et corporels	3.558.455	4.276.549
Sous-total	-76.874.481	174.434.665

(*) ce chiffre inclut les participations < 20%

Flux de trésorerie provenant des activités de financement

	31/12/2006	31/12/2007
Emissions subordonnées	-69.375.384	-49.578.705
Sous-total	-69.375.384	-49.578.705
Variation nette	-364.174.184	118.906.008



BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDES
31 décembre 2007



1 INFORMATION GENERALE

La Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg (ci-après "La Banque"), instituée par la loi du 21 février 1856 et régie par la loi du 24 mars 1989, est un établissement public autonome, doté de la personnalité juridique. Elle est placée sous la haute surveillance du membre du Gouvernement ayant le département du Trésor dans ses attributions.

Le siège de la Banque est situé 1, place de Metz à L-2954 Luxembourg.

Dans les limites fixées par les lois et règlements applicables aux établissements de crédit, la Banque a pour objet de faire toutes opérations bancaires et financières ainsi que toutes opérations analogues, connexes ou accessoires à celles-ci.

Les comptes consolidés sous référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne concernent le groupe dont la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat est la société mère. L'effectif moyen de la société mère pour le courant de l'exercice 2007 était de 1.777 personnes (1.775 personnes en 2006).

La Banque a, au 31 décembre 2006, préparé pour la première fois des comptes consolidés. Les entités consolidées sont détenues par la Banque depuis leur origine. L'impact IFRS 3 est inexistant.

2 PRINCIPES D'ELABORATION DES COMPTES CONSOLIDES

2.1 Respect des principes généraux IFRS

Les comptes consolidés de la Banque pour l'exercice 2007 ont été établis conformément aux normes internationales d'informations financières IFRS « International Financial Reporting Standards » adoptées par l'Union européenne.

Les postes des comptes consolidés ont été évalués selon les principes de prééminence de la réalité économique sur la forme afin de présenter une image fidèle de la BCEE.

L'exercice social coïncide avec l'année civile.



Les comptes consolidés sont établis en euros, monnaie de fonctionnement de la Banque. Les comptes consolidés sont établis au coût historique, respectivement au coût amorti, ajusté à la juste valeur pour l'enregistrement des investissements disponibles à la vente, des actifs financiers détenus à des fins de négociation et des instruments dérivés.

Les actifs et passifs financiers évalués au coût amorti, désignés comme éléments couverts dans le cadre de couvertures à la juste valeur, doivent être ajustés des variations de juste valeur imputables aux risques qui sont couverts.

2.2 Principes de consolidation

2.2.1 Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés comprennent la société mère, les filiales et des entités ad hoc sur lesquelles la Banque exerce directement ou indirectement, un contrôle effectif sur la gestion et la politique financière et opérationnelle. Les filiales entrent dans le périmètre de consolidation dès la date d'acquisition qui représente la date à partir de laquelle l'acquéreur a le pouvoir de diriger les politiques financières. Elles en sortent le jour où ce contrôle cesse.

La consolidation n'a pas généré de « goodwill » puisque les filiales sont détenues par la Banque depuis leur création.

L'acquisition, respectivement la constitution d'une entité est comptabilisée à son coût, à savoir le montant de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie versé qui représente la juste valeur plus tous les coûts directement attribuables à l'acquisition. Les soldes intra-groupe et les transactions intra-groupe ainsi que les profits latents en résultant sont intégralement éliminés. Les pertes latentes résultant de transactions intra-groupe sont également éliminées à moins que le coût ne puisse pas être recouvré.

Si un membre du groupe utilise des méthodes comptables différentes de celles adoptées dans les comptes consolidés, des ajustements appropriés sont apportés à la filiale afin de rester conforme aux méthodes comptables appliquées par le groupe.

Si les comptes consolidés d'une société sont établis à des dates de clôture différentes de la Banque, des ajustements sont effectués pour prendre en compte les effets des transactions et autres événements significatifs qui se sont produits entre ces dates de clôture et celle de la mère.

La part des sociétés minoritaires dans les capitaux propres est identifiée sur une ligne distincte. De même, la part des sociétés minoritaires dans le résultat de l'exercice est identifiée sur une ligne distincte.

2.2.1.1 Filiales consolidées par intégration globale

Les comptes consolidés enregistrent les actifs, les passifs ainsi que les produits et charges de la Banque et de ses filiales. Une filiale est une société dans laquelle la Banque détient au moins 50% des droits de vote ainsi que toutes sociétés sur lesquelles la Banque a le pouvoir d'exercer, directement, ou indirectement, un contrôle dominant qui lui permet de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise.

Les filiales entrant dans le périmètre de consolidation :

Désignation	% des droits de vote
Lux-Index US Advisory	76,50
Lux-Pension Advisory	79,00
Lux-Investment Advisors	80,00
LUX-World Fund Advisory S.A.	82,77
LUX-Croissance Advisory S.A.	85,50
Luxcash Advisory S.A.	85,33
LUX-Garantie Advisory S.A.	87,00
Lux-Protect Advisory	89,25
Luxbond Advisory S.A.	93,47
BCEE Ré S.A.	99,90
Bourbon Immobilière S.A.	99,90
Luxembourg State and Savings Bank Trust Company S.A.	99,90





2.2.1.2 Entreprises associées mises en équivalence

Les entreprises associées dont la Banque détient une influence notable sont enregistrées suivant la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable se caractérise par le pouvoir de la Banque de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'en obtenir une partie significative des avantages économiques. L'influence notable est présumée lorsque la Banque détient, directement ou indirectement par le biais de ses filiales, 20% ou plus des droits de vote.

Elles sont enregistrées au coût et la valeur comptable est augmentée ou diminuée pour comptabiliser la quote-part de la Banque dans les résultats de l'entreprise détenue après la date d'acquisition. Le compte de résultat de la Banque reflète la quote-part de l'investisseur dans les résultats de l'entreprise détenue.

La consolidation par mise en équivalence cesse lorsque le montant de la participation est réduit à zéro, à moins que la Banque ne doive reprendre à son compte ou garantir des engagements de la société associée.

Les entreprises associées de la Banque :

Entreprises associées	Fraction du capital détenu (en %)
Participations directes	
Société Nationale de Contrôle Technique S.à r.l.	20,00
Bourse de Luxembourg	22,74
Parking Théâtre	26,23
Cetrel S.C.	29,75
Visalux S.C.	30,87
Europay Luxembourg S.C.	29,20
La Luxembourgeoise	40,00
La Luxembourgeoise Vie	40,00
Participations indirectes	
Pecoma International	33,33
EFA Partners	29,05

2.2.2 Conversion de change suite à la consolidation

Dans les comptes consolidés, les postes du bilan de l'unique entreprise en monnaie étrangère consolidée (Lux-Index-US Advisory) sont convertis dans la monnaie de présentation de la Banque (euro) aux cours de clôture de l'exercice. Les éléments de produits et de charges provenant de la filiale qui est libellée en dollar US sont convertis sur base d'un cours moyen de la période.

Les résultats de conversion dégagés par la consolidation sont enregistrés directement dans les fonds propres ce qui assure leur neutralité sur les résultats comptables. En cas de cession de l'entreprise ils seront reconnus en tant que bénéfice ou perte par l'enregistrement au compte de résultat.

2.3 Transactions en monnaies étrangères

Les effets des variations des cours des monnaies étrangères sur les postes essentiels du compte de résultat sont exposés ci-dessous.

En ce qui concerne les entités individuelles du groupe, les transactions en monnaie étrangère sont converties en monnaie de fonctionnement au cours de change en vigueur à la date de transaction, voire en présence d'une opération de couverture, en appliquant celui qui est spécifié dans l'instrument de couverture.

A chaque date de clôture, les éléments monétaires en monnaie étrangère sont convertis au cours du dernier jour de l'exercice.

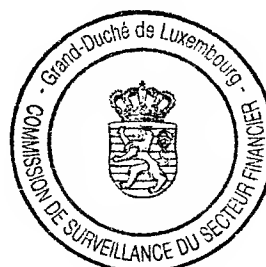
Les éléments non-monétaires enregistrés au coût historique sont convertis en utilisant le cours de change à la date de transaction tandis que les éléments non-monétaires enregistrés à la juste valeur sont convertis en appliquant le cours de change en vigueur à la date où ces justes valeurs ont été déterminées.

Les différences de change qui résultent des actifs et passifs monétaires sont comptabilisées en résultat, sauf si l'opération de transaction a été classée en couverture de flux de trésorerie (« cash flow hedge »).

Pour les devises principales, les taux de change suivants ont été utilisés pour la conversion des comptes consolidés.

Un euro est égal à :

	2006	2007
CHF	1,6068	1,6558
USD	1,3168	1,4721
GBP	0,6712	0,7343
SEK	9,0548	9,4283
JPY	156,5700	165,0000





2.4 Opérations bancaires

2.4.1 Comptabilisation et évaluation initiales

Les achats et ventes d'actifs et passifs financiers dont la livraison, respectivement le règlement sont effectués à une date ultérieure à la date de transaction sont comptabilisés au bilan à la date de livraison, respectivement de règlement.

Tous les instruments financiers sont enregistrés à la juste valeur lors de la comptabilisation initiale, augmentée des frais directement attribuables lorsque ces instruments financiers ne sont pas renseignés à la juste valeur au compte de résultat.

Les instruments dérivés sont enregistrés à la date de transaction au bilan à leur juste valeur. La classification des instruments dérivés lors de leur comptabilisation initiale dépend de l'intention et des caractéristiques des instruments financiers.

Les dérivés sont enregistrés à l'actif lorsque la juste valeur est positive, respectivement au passif lorsqu'elle est négative.

Les instruments dérivés incorporés dans d'autres instruments financiers sont séparés du contrat hôte et enregistrés à la juste valeur si leurs caractéristiques économiques et les risques ne sont pas étroitement liés à celle du contrat hôte et si le contrat hôte n'est pas considéré comme détenu à des fins de transaction, respectivement n'a pas été désigné comme étant évalué à la juste valeur au compte de résultat. Les instruments dérivés incorporés qui ont été séparés du contrat hôte sont comptabilisés à leur juste valeur dans le portefeuille détenu à des fins de transaction et les variations de juste valeur sont enregistrées dans le compte de résultat.

Les plus ou moins-values réalisées lors de la vente d'actifs financiers qui ne font pas l'objet d'une réévaluation au compte de résultat sont calculées par la différence entre le montant reçu (net de frais de transaction) et le coût de l'actif, ou le coût amorti de l'actif.

2.4.2 Evaluation ultérieure

L'évaluation des instruments financiers se fera en fonction des caractéristiques des instruments financiers ainsi que de leur appartenance à une catégorie (Actifs financiers détenus à des fins de transaction, Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ou Actifs financiers disponibles à la vente).

Les méthodes d'évaluation qui sont appliquées sont le « Coût historique », le « Coût amorti » et la « Juste valeur ».



Le coût historique est le montant initial enregistré. Le coût amorti correspond au montant initial enregistré, diminué des amortissements en capital, ajusté des primes et décotes étalées sur la durée de l'actif (différence entre le montant initial et le montant de remboursement à l'échéance), moins les dépréciations constatées via des corrections de valeur dans le cas où il y a indication objective de perte de valeur de l'actif considéré.

La juste valeur de la contrepartie reçue ou donnée peut normalement être déterminée par référence à un marché actif ou à partir de techniques d'évaluation basées sur des observations de marché.

2.4.3 Jugements et estimations comptables

Dans le cadre de la mise en place des principes comptables sous IFRS, la Banque a dû faire appel, dans certains cas, à des jugements ainsi qu'à des estimations dans la détermination des montants renseignés dans les comptes consolidés.

Les cas les plus significatifs dans lesquels des jugements, respectivement des estimations ont dû être faits sont :

2.4.3.1 La Juste valeur des instruments financiers

Lorsqu'une juste valeur d'un instrument financier renseigné au bilan ne peut être déterminée à partir d'un marché actif, elle est calculée à partir de techniques d'évaluation basées le plus souvent sur des modèles mathématiques. Dans la mesure du possible, les variables qui sont fournies aux modèles mathématiques sont issues d'observations de marché.

Lorsque de telles observations s'avèrent impossibles, alors il est nécessaire de porter des jugements comme par exemple lors de la considération du degré de « liquidité » d'un marché ou encore de la « volatilité » afin de déterminer la juste valeur d'un instrument financier.

Dépréciations des actifs financiers (« impairment »)

La Banque déprécie un actif financier lorsqu'il y a indication objective de dépréciation de cet actif, conformément aux instructions de la norme IAS 39.

Dans le cas de la banque de détail (« Retail Banking ») l'estimation du montant irrécouvrable est effectuée à partir d'observations de pertes historiques, alors qu'un jugement effectué dossier par dossier permet de déterminer le montant irrécouvrable de la clientèle professionnelle (« Wholesale Banking »).

En ce qui concerne les « indications objectives de dépréciation » telles que déterminées par les IFRS, la Banque les assimile à la notion d'« entrée en défaut » par application des règles internes de gestion du risque de crédit selon Bâle II.

La Banque constitue par ailleurs des « corrections de valeur sur base collective » sur les créances non identifiées sur base individuelle comme étant en défaut, afin de tenir compte du risque de crédit progressif après la date d'octroi du crédit. Le montant de la dotation est constitué à partir des pertes historiques constatées avec une pondération plus forte pour les années récentes.

2.4.3.2 *Dépréciations des valeurs mobilières à revenu fixe (Actifs disponibles à la vente)*

La Banque considère les valeurs mobilières du portefeuille Actifs financiers disponibles à la vente comme douteux (« impaired ») lorsqu'elle constate une dépréciation significative et prolongée de la juste valeur par rapport au coût amorti ou s'il existe d'autres « indications objectives de dépréciation ». La Banque juge qu'une dépréciation est à acter lorsque la détérioration du prix est supérieure à 20% du coût amorti et lorsqu'elle est jugée comme étant durable.

Lorsque la Banque retient une dépréciation « Impairment » sur des valeurs mobilières à revenu fixe, la différence entre le prix d'évaluation et le coût amorti sera renseignée au niveau du compte de résultat et ne figurera par conséquent plus dans les fonds propres sous la rubrique « Réserve de Réévaluation ».





3 INFORMATIONS SUR LES REGLES ET PRINCIPES COMPTABLES

3.1 Caisse et avoirs auprès des banques centrales

La trésorerie se compose essentiellement des postes « Caisse », de la « Réserve minimale obligatoire auprès de la Banque centrale ».

La réserve minimale obligatoire est alimentée de sorte à satisfaire l'exigence de réserve imposée par la Banque centrale.

Ces fonds ne sont pas disponibles pour financer les opérations courantes de la Banque. La base de réserve, calculée mensuellement, est définie en fonction des éléments du bilan selon les principes comptables luxembourgeois. Le calcul de la base ainsi que l'exigence de réserve est effectuée par la Banque centrale.

3.2 Les instruments financiers

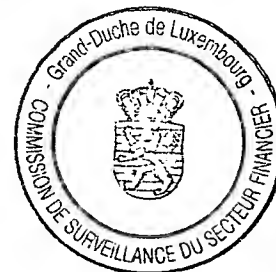
La Banque distingue quatre catégories d'actifs financiers. A chaque catégorie correspond un traitement comptable spécifique.

3.2.1 Actifs et passifs détenus à des fins de transaction

Les instruments financiers détenus dans le but de dégager un bénéfice des fluctuations à court terme des prix sont classés comme actifs respectivement passifs détenus à des fins de transaction. Sont inclus dans cette catégorie les valeurs mobilières à revenu fixe, les valeurs mobilières à revenu variable, les ventes à découvert sur ces mêmes instruments financiers ainsi que les instruments dérivés utilisés à des fins de transaction.

La notion de « court terme » n'étant pas définie par la norme IAS 39, la Banque considère une intention de détention d'une durée moyenne de six mois pour les instruments non dérivés. En cas de dépassement de la durée de détention de 6 mois, le principe est d'opérer un reclassement vers les valeurs mobilières disponibles à la vente.

Les instruments financiers détenus à des fins de transaction sont initialement comptabilisés à la juste valeur avec, par la suite, la prise en compte des variations de juste valeur en « Résultats sur instruments financiers détenus à des fins de transaction » au compte de résultat. Les intérêts courus durant la période de détention ainsi que les intérêts perçus sont comptabilisés dans la rubrique « Résultats d'intérêts » et les dividendes dans la rubrique « Revenus de valeurs mobilières » en fonction des conditions contractuelles, respectivement à partir du moment où le droit au paiement devient effectif.



3.2.2 Valeurs mobilières à revenu fixe détenues jusqu'à l'échéance

Les titres cotés ayant une échéance déterminée que la Banque a l'intention expresse et les moyens de garder jusqu'à l'échéance sont comptabilisés sous la rubrique « Titres détenus jusqu'à l'échéance » au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif avec intégration en résultat des primes et décotes étalées sur la durée de vie de l'actif, après déduction éventuelle d'une dépréciation pour perte de valeur (impairment). L'étalement des décotes/surcotes se fait au niveau de la rubrique « Résultat d'intérêts » au compte de résultat.

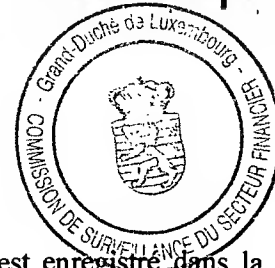
Les conditions de classement en actifs détenus jusqu'à l'échéance, ainsi que les règles strictes de tenue du portefeuille (conditions de transfert et de vente restreintes) ont conduit la Banque à limiter l'utilisation de ce portefeuille. Ces actifs étant détenus jusqu'à l'échéance et n'étant pas évalués à la juste valeur, ils ne sont pas exposés à un risque de variation des taux d'intérêts et il n'est dès lors pas possible de les couvrir contre ce risque. En revanche, ils peuvent être couverts contre le risque de change et contre le risque de crédit. La Banque investit principalement en titres émis ou garantis par des émetteurs de première qualité, étatiques ou bancaires, dans le cadre de sa politique de gestion actifs-passifs.

3.2.3 Actifs disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente correspondent aux positions qui ont été désignées initialement comme telles, respectivement ce sont les positions qui ne sont pas classées dans l'une des trois autres catégories d'actifs « Actifs détenus à des fins de transaction, Actifs détenus jusqu'à l'échéance ou Créances évaluées au coût amorti ».

La catégorie des actifs disponibles à la vente inclut des valeurs mobilières à revenu variable, notamment les actions, les investissements en sicav, les prises de participations dont les droits de vote sont inférieurs à 20% ainsi que les valeurs mobilières à revenu fixe (obligations) et les crédits cotés sur un marché actif. Les actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction. Les intérêts sont comptabilisés en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et sont inclus dans le résultat d'intérêts. Les dividendes sont enregistrés dans la rubrique « Revenus de valeurs mobilières » du compte de résultat lorsque le droit de percevoir des dividendes a été acquis.

L'évaluation des positions disponibles à la vente se fait à leur juste valeur sur base des prix offerts pour les titres cotés sur un marché actif ou sur la base de modèles se basant sur des données de marché observables. Les plus- ou moins-values latentes dégagées par les variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente sont comptabilisées en fonds propres dans la rubrique « Réserve de Réévaluation ». Les dépréciations d'actifs sont renseignées au niveau du compte de résultat et ne figureront par conséquent plus dans les fonds propres sous la rubrique « Réserve de Réévaluation ».



Lors de la cession d'actifs financiers disponibles à la vente, le résultat réalisé est enregistré dans la rubrique « Résultats réalisés sur instruments financiers non renseignés à la juste valeur au compte de résultat » au niveau du compte de résultat. Dans le cas où la Banque détient plusieurs investissements dans le même titre, les sorties du stock s'effectueront suivant la méthode « FIFO » (« First In, First Out »).

Les plus- ou moins-values latentes ou réalisées sur valeurs mobilières à revenu fixe sont dégagées en comparant la juste valeur de l'obligation à son coût amorti. En ce qui concerne les valeurs mobilières à revenu variable, le coût d'acquisition, y compris les coûts de transaction, est comparé au prix pour dégager le résultat.

Les obligations qui font partie du portefeuille des actifs financiers disponibles à la vente et qui sont couvertes contre le taux d'intérêt connaissent un traitement particulier qui sera traité au point suivant.

3.2.4 Instruments dérivés utilisés à des fins de couverture

La Banque utilise des instruments dérivés afin de couvrir les risques de taux d'intérêt, de change, de crédit et de prix fixe (indices boursiers, prix d'actions). Les instruments dérivés couramment utilisés sont les « IRS – Interest Rate Swaps » et les « CIRS – Cross currency interest rate swaps » dans le cadre d'opérations de couverture « Plain Vanilla ». Parallèlement à ces contrats standardisés, la Banque couvre spécifiquement les émissions structurées (EMTN) et les acquisitions d'obligations structurées incluses dans le portefeuille des actifs disponibles à la vente contenant des dérivés incorporés (« Embedded derivatives ») par des swaps à composantes structurées.

Un instrument dérivé est toujours considéré comme détenu à des fins de transaction sauf s'il est désigné en tant qu'instrument de couverture. Lors de la conclusion d'un contrat, la Banque peut désigner certains instruments financiers en tant qu'instruments de couverture lorsque ces opérations respectent les critères définis par IAS 39.

La Banque classe les instruments de couverture dans les catégories suivantes :

- couverture de juste valeur d'un actif, d'un passif ou d'un engagement ferme ;
- couverture d'un flux de trésorerie futur attribuable à un actif ou passif déterminé ou à une transaction future.

La Banque a principalement recours à la couverture de juste valeur.

La comptabilité de couverture doit respecter les conditions limitatives suivantes énoncées par la norme IAS 39 :

- préalablement à la mise en place de la couverture, une documentation précise et formalisée sur la relation entre l'élément couvert et l'élément de couverture, la nature du risque couvert, l'objectif et la



stratégie justifiant l'opération de couverture ainsi que la méthode utilisée pour mesurer l'efficacité de la relation de couverture doit être préparée ;

- la couverture doit débuter dès la mise en place de l'instrument et se poursuivre sans interruption ;
- efficacité prospective : dès la mise en place de l'opération, les caractéristiques de l'opération de couverture doivent permettre une couverture efficace de façon à neutraliser les variations de juste valeur, respectivement de flux de trésorerie du sous-jacent couvert au cours de la période de couverture. L'efficacité prospective est donnée lorsque les caractéristiques principales entre éléments couverts et de couverture sont sensiblement identiques (nominal, taux d'intérêt, échéances, devise) à l'intérieur de la période de couverture désignée par la Banque pour l'opération en question ;
- efficacité rétrospective : un test rétrospectif d'efficacité de couverture (variations entre 80% et 125%) est effectué à chaque arrêté comptable.

Les variations de juste valeur des instruments dérivés désignés comme faisant partie d'une couverture de juste valeur qui satisfont aux conditions et qui ont démontré leur efficacité vis-à-vis du sous-jacent à couvrir sont comptabilisées au compte de résultat à la rubrique « Résultat net sur opérations de couverture », au même titre que les variations de juste valeur des instruments couverts.

Si à un moment donné, la couverture vient à ne plus satisfaire aux conditions de la comptabilité de couverture, la part réévaluée à la juste valeur de l'élément couvert portant intérêt financier doit être amortie en résultat sur la durée résiduelle de l'élément couvert, sous forme d'un ajustement du rendement de l'élément couvert.

Les variations de juste valeur des instruments dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie qui satisfont aux conditions et qui ont démontré leur efficacité vis-à-vis du sous-jacent à couvrir sont comptabilisés dans les fonds propres à la rubrique « Réserve de Réévaluation – Couverture de flux de trésorerie ».

Si un instrument de couverture arrive à expiration ou est vendu, résilié ou exercé ou si la transaction ne satisfait plus aux critères requis pour être qualifiée de couverture, la Banque cesse de pratiquer la comptabilité de couverture. Un ajustement de la valeur comptable d'un instrument financier couvert portant intérêt est amorti par le compte de résultat, l'ajustement devant être totalement amorti à l'échéance. Si l'élément comptable est décomptabilisé, c'est-à-dire sorti du bilan, sa variation de juste valeur est prise directement en résultat.

3.2.5 Opérations sur titres : mises et prises en pension – prêts et emprunts de titres

Mises et prises en pension :

Les titres soumis à une convention de vente avec engagement de rachat (opérations de cession-rétrocession), lorsque le rachat porte sur le même actif ou un actif substantiellement identique, demeurent au bilan et sont considérés comme des actifs financiers détenus à des fins de négociation, comme des actifs financiers disponibles à la vente ou comme des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance. La dette envers la contrepartie est inscrite au passif sous la rubrique « Dépôts évalués au coût amorti ».

La Banque conclut essentiellement des contrats avec engagement de rachat du même actif ou d'actifs identiques.

La contrepartie des titres achetés avec un engagement de revente (« Prise en pension ») est inscrite dans la rubrique « Prêts et avances au coût amorti ».

Prêts et emprunts de titres :

Les titres prêtés demeurent au bilan. Les titres empruntés ne figurent pas au bilan.



3.2.6 Prêts et avances évalués au coût amorti

Les prêts et avances évalués au coût amorti sont des actifs financiers émis par la Banque avec des paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif.

Les prêts et avances à échéance fixe émis par la Banque sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ils font l'objet d'un test de dépréciation à chaque arrêté comptable et donnent lieu, le cas échéant, à comptabilisation d'une dépréciation.

La norme IAS 18 impose de considérer les frais de dossier comme des frais d'origination ce qui signifie qu'il faut les intégrer au calcul du taux d'intérêt effectif. La méthode actuarielle s'impose, les frais et commissions significatifs attachés aux créances à taux fixe sont étalés sur la durée de vie de l'actif et comptabilisés comme un ajustement du taux de rendement effectif de l'actif auquel ils sont attachés.

Dans le cas où ils ne sont pas significatifs, ils sont directement comptabilisés en résultat.

Dans le cas des prêts à taux variable ou ajustable, l'étalement se fera, non pas par la méthode actuarielle, mais par la méthode linéaire.

La Banque ayant opté pour l'évaluation au coût amorti des créances non représentées par un titre, l'évaluation en fonction de la courbe de taux d'intérêt ne se fait que dans le cas d'une couverture du prêt par un instrument dérivé et lorsque la Banque a formellement désigné l'opération comme opération de couverture en accord avec les normes IFRS.



3.2.7 Marché interbancaire

3.2.7.1 - Emprunts

Les emprunts sont comptabilisés initialement à leur juste valeur nette de frais de transaction. Ultérieurement les emprunts sont comptabilisés à leur coût amorti et toute différence entre le montant net reçu et le montant remboursé est comptabilisée au compte de résultat sur la durée du prêt, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le classement en dettes de certaines transactions se base sur les principes de prééminence de la réalité économique sur la forme.

3.2.7.2 - Emissions de titres

A la base, les émissions de la BCEE sont évaluées au coût amorti. Toutefois dans le cadre de ses programmes « EMTN » (euro medium term notes), la Banque émet bon nombre d'obligations structurées contenant des instruments dérivés « incorporés » (embedded derivatives) dont les variations de prix sont couvertes par des Swaps dont la structure est une copie conforme de celle contenue dans l'obligation.

La Banque a désigné ces opérations comme « Fair Value Hedge » ce qui lui permet d'annuler l'effet de marché au niveau du compte de résultat.

3.2.8 Dépréciation des actifs financiers

La Banque déprécie un actif financier lorsqu'il y a indication objective de dépréciation de cet actif, conformément aux instructions de la norme IAS 39.

En ce qui concerne les actifs évalués au coût amorti, le montant recouvrable est net de tout nantissement ou garantie et correspond à la valeur des flux futurs ré-estimés actualisés au taux d'intérêt effectif initial ou au dernier taux d'intérêt effectif pour les instruments à taux variable. Le montant de la dépréciation correspond à la différence entre la valeur comptable et la valeur recouvrable.

Pour les instruments évalués à la juste valeur, le montant recouvrable correspond soit à la juste valeur, soit à la valeur actualisée des flux futurs estimés au taux de marché applicable à un actif financier similaire.

Les dotations pour dépréciation du portefeuille disponible à la vente et des créances sont comptabilisées à l'actif en diminution de la rubrique concernée.



On distingue 2 catégories de dépréciation :

Les dépréciations constatées par des corrections de valeur sur base individuelle : le montant de la dépréciation d'un actif est la différence entre sa valeur bilantaire et sa valeur recouvrable. Les actifs financiers sont évalués contrat par contrat, cependant, les actifs financiers de faible montant (dont p.ex. les prêts à la consommation) qui présentent des caractéristiques de risques similaires sont, en principe, regroupés afin de procéder à une évaluation globale de la dépréciation.

Les dépréciations constatées par des corrections de valeur sur base collective : les normes IFRS prévoient lorsqu'il n'y a pas de corrections de valeur sur base individuelle, la constitution de corrections de valeur sur base collective pour couvrir le risque de perte potentielle lorsqu'il existe un indice objectif de perte probable dans certains segments du portefeuille ou dans d'autres engagements de prêts en cours à la date de clôture. A l'heure actuelle, la Banque n'applique ce principe qu'à la clientèle « Retail » renseignée au portefeuille des « Prêts et avances évalués au coût amorti ».

Afin de calculer les corrections de valeur sur base collective, la Banque se base sur l'expérience et les données historiques de pertes réalisées. La probabilité de défaut pour les différents types de prêts est calculée en fonction de la durée qui s'est écoulée dans la relation de crédit entre l'octroi du prêt et son entrée en défaut.

Lorsque la Direction estime qu'un actif financier est totalement irrécouvrable, il est entièrement déprécié, en dotant le complément nécessaire à la dépréciation éventuelle existante. Si, par la suite, des versements sont reçus au titre de cet actif, ils sont comptabilisés en résultat dans la rubrique « Autres produits d'exploitation ». De même si, par la suite, le montant de la dépréciation nécessaire se trouve réduit, la reprise des corrections de valeur est imputée sous « Autres produits d'exploitation ».

3.2.9 Autres actifs et autres passifs financiers

Les autres actifs se composent notamment des valeurs à recevoir à court terme hors part des intérêts, des paiements effectués d'avance et des autres débiteurs.

Les autres passifs se composent notamment des valeurs à payer à court terme, des dettes envers les créanciers divers, des coupons à payer et des titres remboursables pour compte de tiers, des dettes envers les créanciers privilégiés ainsi que de la part du bénéfice à verser à l'Etat.



3.2.10 Revenus et charges relatifs aux actifs et passifs financiers

Les produits et charges d'intérêt sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Le calcul de ce taux tient compte des coûts et revenus de transaction et des primes et décotes. Les coûts et revenus de transaction faisant partie intégrante du taux effectif du contrat s'assimilent à des compléments d'intérêt, tels les frais de dossier ou les commissions apporteurs d'affaire.

La Banque comptabilise en résultat les commissions en fonction du type des services rendus et du mode de comptabilisation des instruments financiers auxquels le service rendu est rattaché :

- les commissions rémunérant des services continus sont étalées en résultat sur la durée de la prestation rendue (frais de dossiers sur prêts, frais de transaction...);
- les commissions rémunérant des services ponctuels sont intégralement enregistrées en résultat quand la prestation est réalisée;
- les commissions rémunérant l'exécution d'un acte important sont intégralement comptabilisées en résultat lors de l'exécution de cet acte.

3.3 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au prix d'acquisition. Les frais en relation directe avec l'acquisition sont capitalisés comme partie intégrante du coût d'acquisition.

Les immobilisations corporelles se composent des terrains et constructions, des aménagements intérieurs ainsi que des équipements informatiques et autres. Actuellement, en ce qui concerne la rubrique « Immeubles d'investissements » prévue par la norme IAS 40, la Banque ne renseigne pas de position vu qu'aucun immeuble n'a été acheté dans un but d'investissement.

Les immobilisations corporelles utilisées dans le cadre de l'activité propre sont enregistrées au coût historique diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur cumulées. Le montant amortissable des ces immobilisations est calculé après déduction de leurs valeurs résiduelles. Ces immobilisations sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité attendue. Les terrains sont enregistrés au coût. Les frais en relation directe avec l'acquisition sont capitalisés et amortis comme partie intégrante du coût d'acquisition au même rythme que l'actif principal.



Durée d'utilité pour les principaux types d'immobilisations :

- | | |
|---|---------------|
| - constructions : | 50 ans |
| - matériel informatique : | 4 ans |
| - aménagement des bureaux, mobiliers et matériels : | de 2 à 10 ans |
| - véhicules : | 4 ans |

Les investissements qui sont réalisés sur les immeubles pris en location s'amortissent en fonction de la durée restant à courir du bail. Si la durée n'est pas déterminée, l'amortissement se fait sur 10 ans.

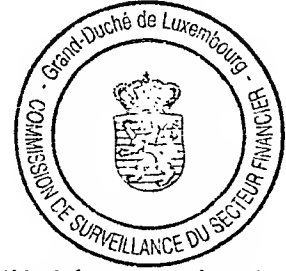
Les frais de maintenance et de réparation n'affectant pas la valeur productive des immobilisations sont comptabilisés au compte de résultat au moment de leur survenance.

Si la valeur recouvrable d'une immobilisation devenait inférieure à sa valeur comptable, la valeur au bilan de cette immobilisation devrait être ramenée à son montant recouvrable estimé par la constatation d'une dépréciation d'actifs.

Les dépenses qui ont pour but d'augmenter les bénéfices retirés d'une immobilisation ou d'un bien immobilier ou qui contribuent à augmenter leur durée de vie sont capitalisées à l'actif, à concurrence de la juste valeur, et amorties sur la durée de vie de l'actif.

Les plus ou moins-values provenant de la mise hors service ou de la sortie d'une immobilisation corporelle sont déterminées par différence entre les produits de sortie nets estimés et la valeur résiduelle de l'actif et sont imputées en produits ou en charges dans le compte de résultat, à la ligne « Autres résultats nets d'exploitation », à la date de mise hors service ou de la sortie.

Le matériel et le mobilier dont le prix d'acquisition ne dépasse pas 870 euros ou dont la durée usuelle d'utilisation est inférieure à une année sont directement repris dans le compte de résultat de l'exercice.



3.4 Les contrats de locations

Un contrat de location qui transfère l'essentiel des risques et des avantages liés à la possession de l'actif est un contrat de location-financement, sinon il s'agit d'un contrat de location simple.

3.4.1 Une entité du groupe est locataire

La Banque et ses filiales ont conclu essentiellement des contrats de location simple pour la location de leurs immeubles ou équipements. Les loyers de location sont comptabilisés au compte de résultat. S'il est mis fin anticipativement à un contrat de location, les pénalités à payer sont comptabilisées en tant que charges de l'exercice au cours duquel la résiliation est survenue.

3.4.2 Une entité du Groupe est bailleuse

Lorsque la Banque donne un bien en location dans le cadre d'un contrat de location-financement, la valeur actualisée des paiements dus au titre du contrat est comptabilisée en tant que créance sous la rubrique « Prêts et avances au coût amorti » sur la clientèle, respectivement sur les établissements de crédit. La différence entre le montant des paiements dus et leur montant actualisé est comptabilisée comme un produit financier latent. Les loyers, de même que les coûts attribuables à la conclusion du contrat, sont répartis sur la durée du contrat de location de sorte à ce que les produits génèrent un taux d'intérêt effectif constant.

3.5 Immobilisations incorporelles

A l'heure actuelle, la BCEE ainsi que ses filiales ne renseignent pas d'immobilisations incorporelles à leur actif. La Banque considère les logiciels comme faisant partie intégrante du matériel informatique et sont donc classés en actifs corporels.

3.6 Avantages au personnel

Les avantages au personnel sont comptabilisés conformément à la norme IAS 19. La Banque accorde à ses salariés différents types d'avantages classés en trois catégories :

3.6.1 Avantages à court terme

Les avantages à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels et primes payés dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice. Ils sont comptabilisés en charge de l'exercice, y compris pour les montants restant dus à la clôture.

3.6.2 Avantages à long terme

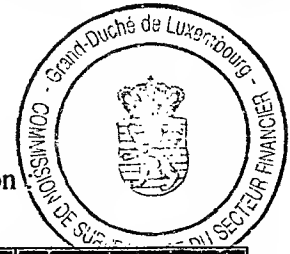
Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et payés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice. Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture. Ils sont évalués selon la même méthode actuarielle que celle appliquée aux avantages postérieurs à l'emploi.

3.6.3 Avantages postérieurs à l'emploi

Etant donné que le plan de pension tombe sous le régime des prestations définies, la Banque a recours à un modèle actuariel afin de déterminer la valeur actuelle des engagements de pension envers les ayants droit.

L'utilisation du modèle actuariel préconise des estimations quant au taux d'actualisation, à l'augmentation des salaires futurs, au taux de mortalité et aux augmentations futures des pensions. L'évaluation des plans de pension est soumise à des variations sensibles suite à leur caractère long terme.





Principales estimations utilisées dans la détermination des engagements de pension

Variables	2006	2007
Taux d'actualisation pour les personnes actives	4,75%	5,25%
Taux d'actualisation pour les rentiers	4,50%	5,00%
Croissance des salaires (y inclus indexation)	3,50%	3,50%
Croissance des rentes (y inclus indexation)	2,50%	2,50%

La Banque s'est basée sur les tables de mortalité STATEC avec rajeunissement de 5 ans afin de tenir compte de la longévité des ayants droit.

La Banque applique la méthode des unités de crédit projetées. L'écart actuariel est comptabilisé systématiquement dans les fonds propres.

3.7 Provisions

Une provision, selon IAS 37, est un passif dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise, mais qui représente pour la Banque une obligation à l'égard d'un tiers, résultant des pratiques passées, dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

La Banque comptabilise une provision à sa valeur actualisée lorsqu'il est possible d'estimer de manière raisonnablement précise le montant de l'obligation.

3.8 Impôt différé

Des impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il existe des différences temporelles observées entre la valeur comptable et la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif. La méthode du calcul global, qui consiste à appréhender tous les décalages temporaires quelle que soit la date à laquelle l'impôt deviendra exigible ou récupérable, est retenue pour le calcul des impôts différés.

Le taux d'impôt et les règles fiscales retenus pour le calcul des impôts différés sont ceux résultant des textes fiscaux en vigueur et qui seront applicables lorsque l'impôt deviendra récupérable ou exigible.

Les impositions différées sont compensées entre elles au niveau de chaque entreprise consolidée. Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que s'il est probable que l'entité concernée a une perspective de récupération sur un horizon déterminé. Les impôts différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge d'impôt dans le compte de résultat, à l'exception de ceux afférents aux gains et pertes latents sur les actifs disponibles à la vente et aux variations de valeur des dérivés désignés en couverture des flux de trésorerie, pour lesquels les impôts différés correspondants sont imputés sur les capitaux propres.



4 NOTES AU BILAN CONSOLIDÉ

4.1 Caisse et avoirs auprès des banques centrales

La trésorerie se compose de la caisse et des avoirs auprès des banques centrales. La réserve obligatoire auprès de la Banque centrale du Luxembourg est renseignée sous ce poste. Il s'agit de réserves minimales destinées à satisfaire l'exigence de réserve imposée par la Banque centrale. Dès lors, ces fonds ne sont pas disponibles au financement des opérations courantes de la Banque.

4.2 Instruments financiers

4.2.1 Analyse par contrepartie et par nature

4.2.1.1 Actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction

Actifs	2006	2007
Instruments financiers primaires	52.480.916	12.923.281
Instruments dérivés (note 4.7)	134.842.861	278.695.371
Total	187.323.777	291.618.652

Passifs	31/12/2006	31/12/2007
Instruments financiers primaires	98.741	146.403
Instruments dérivés (note 4.7)	160.242.939	269.528.779
Total	160.341.680	269.675.182

Actifs – Instruments financiers primaires	2006	2007
Instruments de dettes	21.413.124	11.694.051
<i>Secteur public</i>	4.484.640	592.012
<i>Etablissements de crédit</i>	14.321.510	8.739.230
<i>Corporate</i>	2.606.974	2.362.809
Instruments de capitaux propres	31.067.792	1.229.230
Total	52.480.916	12.923.281
Résultat latent à la clôture	-18.193.595	68.289

Passifs – Instruments financiers primaires	2006	2007
Ventes à découvert		
<i>Obligations</i>	2.048	90.157
<i>Actions</i>	96.693	56.246
Total	98.741	146.403



4.2.1.2 Actifs financiers disponibles à la vente

Rubriques	2006	2007
Instruments de dettes	15.562.004.312	15.071.949.807
<i>Secteur public</i>	<i>2.548.591.972</i>	<i>2.734.037.190</i>
<i>Etablissements de crédit</i>	<i>10.345.427.653</i>	<i>9.850.394.691</i>
<i>Corporate</i>	<i>2.667.984.687</i>	<i>2.487.517.926</i>
Instruments de capitaux propres	734.969.714	930.227.349
Participations < 20%	504.387.490	563.106.198
<i>Etablissements de crédit</i>	<i>17.334.975</i>	<i>17.334.975</i>
<i>Corporate</i>	<i>483.846.368</i>	<i>512.647.313</i>
<i>Autres</i>	<i>3.206.147</i>	<i>33.123.910</i>
Autres investissements	230.582.224	367.121.151
Total	16.296.974.026	16.002.177.156
Résultat latent à la clôture	504.556.798	474.065.467
Dépréciation d'actifs financiers (« impairment »)	-1.712.789	-13.064.670

La ventilation du résultat latent à la clôture se présente comme suit :

○ Les instruments de dettes

Les instruments de dettes regroupent des obligations à taux variable, des obligations à taux fixe, ainsi que des obligations structurées. Les obligations à taux fixe et les obligations structurées sont transformées en taux variable par l'utilisation d'instruments dérivés (« asset-swaps »). La Banque assimile ces opérations à des couvertures de juste valeur. Les efficacités prospectives et rétrospectives des opérations de couverture sont proches de 100%.

	Instrument de juste valeur des instruments de dette		Ajustement de valeur de la jambe du swap couvrant l'actif	
	Variation de valeur non couverte (« credit et liquidity spread »)	Variation de valeur couverte (taux d'intérêt et prix)	Variation de valeur de couverture	Taux d'efficacité rétrospectif
Obligations à taux fixe et structurées	2.964.352	-100.113.269	100.687.066	100,57%
Obligations à taux variable	-71.756.998			

BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG
Notes aux comptes consolidés
au 31 décembre 2007

31.12.2006	Ajustement de juste valeur des instruments de dettes		Ajustement de valeur de la jambe du swap couvrant l'actif	
	Variation de valeur non couverte (« credit et liquidity spread »)	Variation de valeur couverte (taux d'intérêt et prix)	Variation de valeur de couverture	Taux d'efficience rétrospectif
Obligations à taux fixe et structurées	24.164.086	-13.401.837	13.565.182	101,22%
Obligations à taux variable	9.481.422			



BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG
Notes aux comptes consolidés
au 31 décembre 2007



○ Les instruments de capitaux propres

31.12.2007	Ajustement de juste valeur des instruments de capitaux propres
Participations < 20%	506.112.167
Autres investissements	136.859.215

31.12.2006	Ajustement de juste valeur des instruments de capitaux propres
Participations < 20%	439.160.114
Autres investissements	45.153.013

4.3 Parts mises en équivalence

Valeur d'acquisition	2006	2007
Valeur comptable au 1er janvier	33.804.700	30.993.715
Acquisitions	13.000	307.307
Cessions	-	-
Modification du périmètre de consolidation	-2.848.750	-
Sous-total	30.968.950	31.301.022

Liste des entreprises associées

Entreprises associées	Fraction du capital détenu (en%)	Valeur d'acquisition 2007	Valeur mise en équivalence 2007
Société Nationale de Contr. Tech. S.à r.l.	20,00	24.789	1.854.403
Bourse de Luxembourg	22,74	112.166	10.659.144
Parking Théâtre	26,23	8.733	171.969
Cetrel S.C.	29,75	1.115.750	7.415.373
Visalux S.C.	30,87	251.159	1.496.851
Europay Luxembourg S.C.	29,20	168.195	1.269.011
La Luxembourgeoise	40,00	16.856.760	82.374.378
La Luxembourgeoise Vie	40,00	12.047.625	48.367.190
Sous-total participations directes		30.585.177	153.608.319
Pecoma International	33,33	170.000	162.026
EFA Partners	29,05	545.845	568.209
Sous-total participations indirectes		715.845	730.235
Total		31.301.022	154.338.554

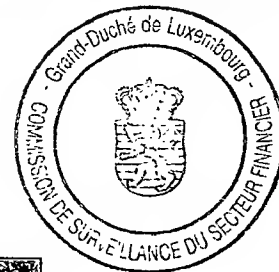


Entreprises associées	Fraction du capital détenu (en %)	Valeur d'acquisition 2006	Valeur mise en équivalence 2006
Société Nationale de Contr. Tech. S.à r.l.	20,00	24.789	1.890.716
Bourse de Luxembourg	22,74	112.166	9.680.774
Parking Théâtre	26,23	8.733	170.727
Cetrel S.C.	26,53	995.250	1.855.099
Visalux S.C.	26,77	130.203	921.917
Europay Luxembourg S.C.	26,77	102.344	1.017.478
La Luxembourgeoise	40,00	16.856.760	77.625.640
La Luxembourgeoise Vie	40,00	12.047.625	46.206.905
Sous-total participations directes		30.277.870	139.369.256
Pecoma International	33,33	142.989	170.061.00
EFA Partners	29,05	548.091	545.846,00
Sous-total participations indirectes		691.080	715.907
Total		30.968.950	140.085.163

4.4 Titres détenus jusqu'à l'échéance

Rubriques	2006	2007
Instruments de dettes		
Secteur public	727.405.562	516.955.866
Etablissements de crédit	880.125.625	931.848.684
Corporate	1.258.060	1.258.060
Total	1.608.789.247	1.450.062.610

La Banque n'a pas acté de dépréciation permanente à la clôture sur les titres détenus jusqu'à l'échéance.



4.5 Titres nantis dans le cadre de cession-rétrocession

	2006	2007
Instruments de dettes émis par le secteur public	2.576.963.276	1.329.068.257
Instruments de dettes émis - autres	662.154.711	924.493.656
Instruments de capitaux propres	31.720.064	117.020.621
Total	3.270.838.051	2.370.582.534

4.6 Obligations convertibles incluses dans les différents portefeuilles

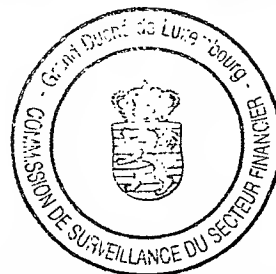
	2006	2007
Obligations convertibles	340.916.475	324.018.579

Les obligations convertibles dans lesquelles la Banque a investi font partie du portefeuille des actifs disponibles à la vente et sont couvertes par des swaps contre les fluctuations du marché.



4.7 Instruments dérivés

Rubriques	Saldes au 31.12.2007		
	Actif	Passif	Notionnel
Instruments dérivés utilisés à des fins de transaction	278.695.373	269.528.779	41.096.592.947
Opérations liées au taux de change	10.530.031	23.721.043	11.750.744.676
- Swaps de change et change à terme	5.393.558	22.819.629	10.185.284.384
- CCIS	5.135.505	-	910.362.115
- autres	968	901.414	655.098.177
Opérations liées au taux d'intérêts	268.165.342	243.237.002	27.968.633.102
- IRS	268.165.342	243.237.002	27.968.633.102
Opérations liées au risque de crédit	-	2.570.734	1.377.215.169
- Dérivés de crédit (CDS)	-	2.570.734	1.377.215.169
Couverture de juste valeur	185.826.844	232.012.863	14.341.772.301
Opérations liées au taux d'intérêts	185.826.844	232.012.863	14.341.772.301
- IRS (taux d'intérêt)	185.767.961	232.012.863	10.299.044.884
- autres	58.883	-	4.042.727.417
Couverture de flux de trésorerie	-	5.583.680	80.000.000
Opérations liées au taux d'intérêts	-	5.583.680	80.000.000
- IRS	-	5.583.680	80.000.000
Rubriques	Saldes au 31.12.2005		
	Actif	Passif	Notionnel
Instruments dérivés utilisés à des fins de transaction	134.842.861	160.242.939	37.211.404.785
Opérations liées au taux de change	2.232.106	32.169.311	4.128.422.837
- Swaps de change et change à terme	2.113.683	4.861.934	2.992.905.671
- CCIS	-	27.307.377	1.135.517.166
- autres	118.423	-	-
Opérations liées au taux d'intérêts	131.411.068	128.073.628	31.904.225.569
- IRS	131.411.068	128.073.628	31.904.225.569
Opérations liées au risque de crédit	1.199.687	-	1.178.756.379
- Dérivés de crédit (CDS)	1.199.687	-	1.178.756.379
Couverture de juste valeur	136.336.224	355.822.918	12.759.815.944
Opérations liées au taux d'intérêts	136.336.224	355.822.918	12.759.815.944
- IRS (taux d'intérêt)	136.336.224	355.822.918	12.759.815.944
Couverture de flux de trésorerie	0,00	3.696.545	80.000.000
Opérations liées au taux d'intérêts	-	3.696.545	80.000.000
- IRS	-	3.696.545	80.000.000



4.8 Prêts et avances – établissements de crédit

Rubriques	2006	2007
Prêts interbancaires	8.342.846.368	4.858.503.542
Prise en pension	3.494.160.325	4.759.588.862
Crédit Roll-over	371.208.190	341.943.473
Location-financement	340.535	298.659
Total	12.208.555.418	9.960.334.536

4.9 Prêts et avances – clientèle

Rubriques	2006	2007
Clientèle retail	4.290.960.034	4.792.147.564
Clientèle corporate	2.432.739.481	3.003.253.041
Secteur public	2.282.741.479	2.523.848.519
Sous-Total	9.006.440.994	10.319.249.124

Dépréciation d'actifs financiers	-30.503.531	-29.782.138
----------------------------------	-------------	-------------

Corrections de valeur sur prêts et avances

	Clientèle retail	Corporate	Autres	Total
Situation au 1 ^{er} janvier	10.897.737	17.137.688	2.468.105	30.503.531
Dotations	7.067.565	11.131.045	-	18.198.610
Reprises	-3.767.554	-11.754.161	-214.649	-15.736.364
Amortissements de créances (*)	-930.183	-	-2.253.456	-3.183.639
Situation au 31 décembre 2007	13.267.566	16.514.572	0,00	29.782.138
Dépréciations d'actifs sur risques individuels	9.156.291	16.514.572	-	25.670.863
Dépréciations d'actifs sur risques collectifs	4.111.275	-	-	4.111.275
Total	13.267.566	16.514.572	-	29.782.138

(*) L'amortissement de créances représente le montant définitivement abandonné par la Banque sur des créances dépréciées.

Encours des prêts ayant généré des dépréciations	411.939.200	27.936.970	-	439.876.170
--	-------------	------------	---	-------------



4.10 Immobilisations corporelles

	Terrains et constructions	Autres matériels et mobiliers	TOTAL
Situation au 1er janvier 2007	275.435.199	93.375.105	368.810.304
Entrée	780.601	16.279.824	17.060.425
Sortie	-4.746.170	-16.722.250	-21.468.420
Situation au 31 décembre 2007	271.469.630	92.932.679	364.402.309

Amortissements cumulés			
Situation au 1er janvier 2007	93.566.393	56.894.999	150.461.392
Reprises	-4.242.344	-16.811.619	-21.053.963
Dotations	6.982.395	18.257.577	25.239.972
Situation au 31 décembre 2007	96.306.444	58.340.957	154.647.401

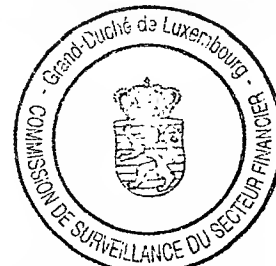
Valeur comptable nette			
Situation au 1er janvier 2007	181.868.806	36.480.105	218.348.911
Situation au 31 décembre 2007	175.163.186	34.591.722	209.754.908

4.11 Autres actifs

Rubriques	2006	2007
Débiteurs divers (1)	75.506.779	63.593.620
Autres valeurs à recevoir à court terme (2)	73.850.355	50.237.398
Autres	5.159.256	5.035.025
Total	154.516.390	118.866.044

(1) Principalement des opérations sur titres et coupons

(2) Principalement des opérations sur cartes de crédit et chèques.



4.12 Impôts : Actifs et passifs d'impôts

Alors que l'impôt courant constitue l'impôt exigible, les impôts différés correspondent aux flux d'impôts futurs auxquels l'entreprise pourrait être assujettie en raison du décalage entre base comptable et fiscale.

Les différences entre les méthodes d'évaluation appliquées en IFRS et celles utilisées sous les principes comptables luxembourgeois sont un des facteurs principaux à l'origine d'impôts différés.

La non-éligibilité de certaines provisions « prudentielles » sous IFRS constitue une autre raison majeure à l'origine de passifs d'impôts différés.

En général, nous distinguons entre « Actifs d'impôts différés » et « Passifs d'impôts différés ».

4.12.1 Actifs d'impôts

Rubriques	2006	2007
Impôts courants	2.365.016	1.266.626
Impôts différés	118.762.935	132.007.754
Total	121.127.951	133.274.380

Ventilation des actifs d'impôts différés en fonction de l'origine :

	2006	2007
Instruments financiers dérivés – application de la juste valeur	77.607.638	59.112.486
Instruments de dettes – application de la juste valeur et de la couverture de juste valeur	3.474.266	36.996.523
Fonds de pension – écart actuariel	32.891.656	24.937.813
Prêts et avances – application de la couverture de juste valeur	3.579.615	6.697.825
Autres	1.209.763	4.263.107
Actifs d'impôts différés	118.762.935	132.007.754



4.12.2 Passifs d'impôts

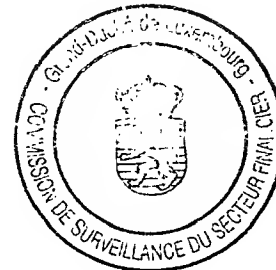
Rubriques	2006	2007
Impôt exigible	13.438.133	15.170.928
<i>impôt sur le revenu</i>	<i>13.008.123</i>	<i>14.727.915</i>
<i>impôt commercial</i>	<i>430.010</i>	<i>443.013</i>
Impôts différés	270.483.387	280.812.234
Total	283.921.520	295.983.162

Ventilation des passifs d'impôts différés en fonction de l'origine :

	2006	2007
Instruments financiers dérivés – application de la juste valeur	32.780.739	62.223.515
Instruments de dettes – application de la juste valeur et de la couverture de valeur	61.940.282	37.333.457
Instruments de capitaux propres – application de la juste valeur	47.758.985	37.365.326
Fonds de pension – écart actuariel	7.356.287	12.719.016
Provisions prudentielles	103.644.874	112.641.274
Autres	17.002.220	18.529.646
Passifs d'impôts différés	270.483.387	280.812.234

Le tableau ci-dessous donne une ventilation des mutations des impôts différés actifs et passifs, selon que la variation s'est opérée via les fonds propres ou via le compte de résultat.

Impôts différés actifs / passifs	2006	Mouvement en compte de résultat	Mouvement en fonds propres	2007
Impôts différés actifs	118.762.935	12.902.977	341.843	132.007.754
Impôts différés passifs	270.483.387	14.001.718	-3.672.870	280.812.234
Impôts différés actifs(+) / passifs(-) nets	151.520.452	1.093.741	401.473	143.804.480



4.13 Emissions de titres

Rubriques	2006	2007
Bons de caisse	422.803.706	386.887.531
Commercial Papers	2.982.191.327	3.538.726.152
Medium Term Notes et autres émissions	4.740.870.426	3.934.262.887
Total	8.145.866.459	7.859.876.570

dont: Emissions subordonnées (en valeur d'émission) 506.932.374 446.430.315

Détail au 31 décembre 2007

DESCRIPTION	Taux	Devise d'émission	Solde au bilan	Partie assimilée	Partie non-assimilée
Emprunt 1998-2008	4,500	EUR	49.578.705	9.915.741	39.662.964
Emprunt 1998-2008	5,740	USD	67.930.168	67.930.168	-
Emprunt 1999-2009	3,185	EUR	80.000.000	32.000.000	48.000.000
Emprunt 1999-2014	3,185	EUR	20.000.000	20.000.000	-
Emprunt 2000-2012	6,720	GBP	13.618.412	13.618.412	-
Emprunt 2000-2015	3,264	EUR	25.000.000	25.000.000	-
Emprunt 2000-2020	3,254	EUR	25.000.000	25.000.000	-
Emprunt 2001-2016	5,064	EUR	25.000.000	25.000.000	-
Emprunt 2001-2021	2,493	EUR	20.000.000	20.000.000	-
Emprunt 2001-2021	2,538	EUR	30.000.000	30.000.000	-
Emprunt 2002-2012	4,409	EUR	4.500.000	4.500.000	-
Emprunt 2002-2012	3,844	EUR	5.500.000	5.500.000	-
Emprunt 2002-2022	2,892	EUR	50.000.000	50.000.000	-
Emprunt 2003-2013	0,883	JPY	30.303.030	30.303.030	-
Total			446.430.315	358.767.351	87.662.964

Au cours de l'exercice 2007, la Banque a procédé au rachat d'émissions propres pour une valeur de 905.470.673 euros (698.612.152 euros au cours de l'exercice 2006).

La charge d'intérêts sur les émissions s'élève à 24.571.911 euros au 31 décembre 2007, contre 24.165.603 euros au 31 décembre 2006.

4.14 Dépôts évalués au coût amorti – établissements de crédit

Rubriques	2006	2007
Dépôts interbancaires	4.336.746.801	5.223.150.259
Mise en pension	3.270.838.046	2.370.582.534
	7.607.584.847	7.593.732.793



4.15 Dépôts évalués au coût amorti – clientèle

Rubriques	2006	2007
Clientèle privée	12.674.274.516	14.546.970.605
- Comptes à vue et à préavis	2.467.101.124	2.442.764.144
- Comptes à terme	6.924.583.494	8.787.391.832
- Epargne	3.262.481.291	3.303.123.711
- Mise en pension	20.108.607	13.690.918
Secteur public	9.136.226.028	5.923.945.597
Total	21.810.500.544	20.470.916.202

4.16 Fonds de pension – Plan de pension à prestations définies

Dotation nette au fonds de pension (renseignée sous « Frais du personnel » en résultat) :

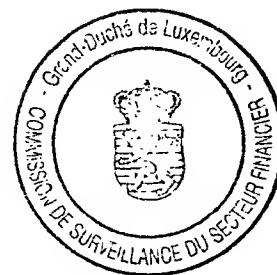
Composants	2006	2007
Coût des services rendus	5.206.620	4.580.237
Coût financier	11.652.192	12.340.265
Contribution du personnel	-8.608.550	-9.037.521
Total	8.250.262	7.882.981

Fonds de pension au Passif du Bilan

	2006	2007
Situation au 1^{er} janvier des engagements	282.379.704	267.141.220
Coût des services rendus	5.206.620	4.580.238
Coût financier	11.652.192	12.340.264
Prestations payées	-7.270.137	-8.666.460
Ecart actuariel	-24.827.159	-39.396.127
Situation au 31 décembre des engagements	267.141.220	235.999.135

Les hypothèses qui ont été à l'origine des calculs du fonds de pension sont documentées sous le point 3.6.3 « Avantages postérieurs à l'emploi ». L'importance relative de l'écart actuariel de 2007 par rapport à 2006 s'explique principalement par une croissance en 2007 des salaires sensiblement inférieure aux hypothèses long terme formulées sous le point 3.6.3 « Avantages postérieurs à l'emploi ».

Les actifs financiers dans lesquels la Banque investit ne sont pas éligibles au sens de l'IAS 19 pour une compensation avec les engagements du plan de pension.

**4.17 Autres provisions**

Mouvements de l'exercice :

	2006	2007
Situation au 1er janvier	3.347.250	3.265.301
Dotations	32.217	57.944
Reprises	-114.166	-104.762
Situation au 31 décembre	3.265.301	3.218.483

Le poste « Autres provisions » renseigne les provisions pour risques qui constituent un passif dont l'échéance ou le montant n'est pas fixé de façon précise.

4.18 Autres passifs

Rubriques	2006	2007
Valeurs à payer à court terme (1)	211.731.870	135.267.155
Créanciers privilégiés ou garantis	28.250.222	34.642.137
Total	239.982.092	169.909.292

(1) Les Valeurs à payer à court terme contiennent principalement des montants à régler par la Banque dans sa qualité de prestataire de services en relation avec les chèques, coupons, titres, virements, ...

**4.19 Transactions avec les parties liées**

Les parties liées de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg, sont les sociétés consolidées, y compris les sociétés mises en équivalence et les principaux dirigeants de la Banque.

4.19.1 Relations entre les sociétés consolidées du Groupe

	2006	2007
Dépôts des filiales auprès de la Banque	37.421.041	46.653.462
Intérêts sur dépôts	767.295	1.229.186

Aucune dépréciation n'a été enregistrée sur les prêts octroyés à des parties liées. Au niveau consolidé, toutes les transactions avec les filiales sont éliminées.

4.19.2 Rémunération des organes de direction et d'administration

- a. Les rémunérations allouées aux différents organes de la Banque au cours de l'exercice 2007 se ventilent de la façon suivante:

	2006	2007
Organe d'administration (9 administrateurs)	120.200	117.300
Organe de direction (5 directeurs)	785.543	804.849
Total	905.743	922.149

- b. Le montant des engagements repris dans les charges de l'exercice 2007 en matière de pensions de retraite à l'égard des membres actuels des différents organes de la Banque se présente comme suit:

	2006	2007
Organe de direction (5 directeurs)	450.495	246.109
Total	450.495	246.109

4.19.3 Avances et crédits accordés aux membres des organes d'administration et de direction de la Banque

Les avances et crédits accordés aux membres des organes d'administration et de direction de la Banque se présentent comme suit:

	2006	2007
Organe d'administration (9 administrateurs)	1.006.076	1.117.655
Organe de direction (5 directeurs)	377.280	726.457
Total	1.383.356	1.844.112



4.20 Eléments de hors bilan

Nature des garanties reçues

	2006	2007
Hypothèques	6.102.862.438	5.929.946.082
Opérations de mise en pension	3.482.980.107	4.750.054.752
Garanties personnelles	5.332.004.740	4.221.944.986
Autres*	405.524.478	378.677.296
Total	15.323.371.763	15.280.623.116

* Les autres garanties sont constituées par des titres ou des dépôts en espèces

Engagements de crédit

	2006	2007
Montants à libérer sur titres, participations et parts dans des entreprises liées	6.213.576	8.003.706
Crédits confirmés non utilisés	2.748.471.792	3.259.309.544
Autres	15.942.566	8.649.951
Total	2.770.627.934	3.275.963.201

Gestion d'actifs de tiers

La Banque assure au profit de tiers des services de gestion et de représentation, notamment la gestion de fortune, la conservation et l'administration de valeurs mobilières, la location de coffres, la représentation fiduciaire et des fonctions d'agent.



5 NOTES AU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE en euros

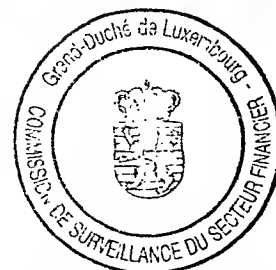
5.1 Résultat d'intérêts

Intérêts perçus et produits assimilés	2006	2007
Avoirs à vue	12.339.404	17.557.400
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	68.945.583	98.420.065
Actifs financiers disponibles à la vente	597.485.998	697.684.164
Créances évaluées au coût amorti – instruments de dettes	267.997.783	295.981.207
Créances évaluées au coût amorti - Prêts et créances	509.947.190	645.953.659
Placements détenus jusqu'à leur échéance évalués au coût amorti	51.670.440	57.185.827
Dérivés - Comptabilité de couverture, risque de taux d'intérêt	1.537.308.423	1.981.272.451
Autres actifs	513.362	735.377
<i>dont : Intérêts courus sur créances douteuses</i>	-	377.432,84
Total	3.046.203.183	3.794.790.150
Intérêts payés et charges assimilées	2006	2007
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	-25.745.754	-96.408.394
Passifs évalués au coût amorti - Dépôts	-744.949.258	-1.028.200.367
Passifs évalués au coût amorti - Dettes représentées par un titre	-346.752.793	-330.454.499
Passifs évalués au coût amorti - Emprunts subordonnés	-24.165.603	-25.778.359
Dérivés - Comptabilité de couverture, risque de taux d'intérêt	-1.625.424.657	-1.990.827.008
Autres passifs	-1.249.549	-2.045.323
Total	-2.763.257.614	-3.473.516.950

5.2 Revenus des valeurs mobilières

	2006	2007	Ajustements de consolidation 2006	Ajustements de consolidation 2007
Actifs financiers détenus à des fins de négociation	121.958	157.907	-	-
Actifs financiers évalués à la juste valeur (fair value option)	-	-	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente (*)	15.267.447	17.144.430	+729.729	+830.412
Mises en équivalence	7.469.441	8.342.286	-7.469.441	-8.342.286
Filiales	12.591.341	11.364.167	-12.591.341	-11.364.167
Revenus sur valeurs mobilières (avant ajustements)	35.450.187	37.003.790	-19.331.053	-18.876.041
Revenus sur valeurs mobilières (après ajustements)	16.119.134	18.132.749		

(*) ce chiffre inclut les participations < 20%



5.3 Commissions

Rubriques	2006	2007
Activités de crédit	14.717.459	16.096.068
Fonction de gestion	23.111.016	25.552.768
Activités liées aux fonds d'investissement	23.833.962	25.776.001
Autres	24.115.790	25.913.313
Commissions perçues et payées:	85.778.227	93.338.150

5.4 Résultat réalisé sur instruments financiers non renseignés à la juste valeur au compte de résultat

Rubriques	2006	2007
Instruments financiers disponibles à la vente	25.599.108	30.091.805
Prêts et avances (évalués au coût amorti)	89.902	100.995
Instruments financiers HTM	-599.601	-
Passifs financiers évalués au coût amorti	-38.305	-4
Autres	-	-
Total	25.051.104	30.192.796

5.5 Résultat sur instruments financiers détenus à des fins de négociation

Rubriques	2006	2007
Instruments de capital et instruments dérivés associés	1.335.281	1.457.313
Instruments de change et instruments dérivés associés	374.537	-579.392
Instruments de taux d'intérêt et instruments dérivés associés	-1.523.266	3.118.271
Dérivés de crédit	2.886.300	-3.790.345
Matières premières et instruments dérivés associés	549.310	411.704
Total	3.622.162	617.551

5.6 Résultat net sur opérations de couverture

	2006	2007
Couverture de juste valeur		
Titres de dette à l'actif couverts par des instruments dérivés	1.013.138	2.779.949
Emissions au passif couvertes par des instruments dérivés	11.961	-1.322.256
Crédits couverts par des instruments dérivés	1.350.936	-2.711.707
Dépôts couverts par des instruments dérivés	-18.378	818.305
Total	2.357.657	-135.709

Les opérations de couverture des risques de marché sont hautement efficaces.

**5.7 Autres résultats nets d'exploitation**

	2006	2007
Autres produits d'exploitation	8.863.201	8.412.766
Autres charges d'exploitation	-10.178.260	-3.411.717
Autres résultats nets d'exploitation	-1.315.059	5.001.049

Les postes Autres produits et charges d'exploitation comprennent principalement :

- les loyers des immeubles donnés en location et diverses avances des locataires ;
- les remboursements de TVA suite aux décomptes d'exercices antérieurs ;
- les rentrées sur créances amorties.

5.8 Frais du personnel

Rubriques	2006	2007
Rémunérations	122.803.141	127.877.127
Charges sociales	6.814.467	6.651.591
Pensions et dépenses similaires	17.775.413	18.605.988
Dotation au fonds de pension	8.250.262	7.882.981
Autres frais de personnel	3.938.019	4.123.984
Total	159.581.301	165.141.671

5.9 Autres frais généraux administratifs

Rubriques	2006	2007
Frais en relation avec les immeubles et le mobilier	15.208.130	14.463.174
Loyers et maintenance des applications informatiques	12.390.534	13.394.329
Dépenses opérationnelles liées à l'activité bancaire	18.861.893	19.055.397
Autres	14.012.266	14.141.108
Total	60.472.823	61.054.008

5.10 Corrections de valeur sur actifs corporels**-Amortissements :**

Rubriques	2006	2007
Amortissements – constructions	7.309.032	6.982.395
Amortissements – matériel et mobilier	18.640.780	18.257.577
Amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles	25.949.812	25.239.972

-Dépréciations

En 2006 et en 2007, la Banque n'a pas comptabilisé de dépréciations sur immobilisations corporelles.



5.11 Corrections de valeur sur risques de crédit individuels et collectifs

- Dépréciations sur base collective

Dépréciation sur base collective	2006			2007		
	Dotations	Reprises	Total	Dotations	Reprises	Total
Prêts	-	-	-	-555.227	86.826	-468.401
				-555.227	86.826	-468.401

- Dépréciations sur base individuelle

Dépréciation sur base individuelle	2006			2007		
	Dotations	Reprises	Total	Dotations	Reprises	Total
Actifs financiers disponibles à la vente	-100.911	1.349.142	1.248.231	-12.071.207	1.271.718	-10.799.489
Créances évaluées au coût amorti	-14.081.032	10.342.834	-3.738.198	-18.112.800	15.631.824	-2.480.976
	-14.181.943	11.691.976	-2.489.967	30.184.007	16.903.542	13.280.465

5.12 Charge d'impôt

	2006	2007
Impôt sur le résultat provenant des activités ordinaires	24.523.949	23.177.878
Impôt différé	6.782.355	1.098.739
Impôt sur le résultat de l'exercice	31.306.304	24.276.617

Le taux normal d'imposition applicable au Luxembourg au 31 décembre 2006 et au 31 décembre 2007 était de 29,63%. Le taux d'imposition effectif du groupe était de 16,39%, respectivement de 10,74% vu la divergence entre la base fiscale luxembourgeoise et la base comptable des comptes consolidés sous IFRS.

La différence entre ces deux taux peut s'analyser comme suit :

	2006	2007
Résultat net avant impôts	190.996.093	226.130.252
Taux de taxation	29,63%	29,63%
Impôt théorique au taux normal	56.592.142	67.002.394
Impact fiscal des dépenses non déductibles	2.899.250	2.980.722
Impact fiscal des revenus non imposables	-21.650.593	-24.944.769
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	-6.971.306	-6.090.817
Bonifications d'impôts et abattements	-903.121	-1.211.472
Charges déductibles en Lux GAAP transférées en réserves en IFRS	-549.809	-19.673.457
Revenus taxés en Lux GAAP transférés en réserves en IFRS	1.283.315	6.234.398
Autres	606.426	-20.381
Impôt sur le résultat de l'exercice	31.306.304	24.276.618



6 GESTIONS DES RISQUES FINANCIERS

6.1 Règles de gestion des risques financiers

6.1.1 Organisation du Risk Management

Les banques font face à des risques de nature différente, qu'ils soient financiers, tels le risque de crédit et le risque de marché ou qu'ils soient opérationnels.

Au sein de la Banque la responsabilité ultime de l'analyse et de la prise des risques est du domaine du Comité de direction. D'un point de vue organisationnel, la gestion et le contrôle des risques sont délégués au département « Analyse des risques » (Risk Management).

6.1.2 Le Comité de Direction

La Direction de la Banque, à travers le Comité de direction, fixe les objectifs de l'activité des entités commerciales, la nature des opérations à réaliser et les limites y relatives, les règles d'organisation et de contrôle interne.

6.1.3 Risk Management

Le département « Risk Management » (Analyse des risques), qui forme une unité indépendante de toute activité commerciale dans la Banque, est responsable

- de la mise en place d'un cadre cohérent pour l'analyse des risques financiers, ainsi que l'analyse proprement dite et le suivi permanent de ces risques.
- l'approbation ou le rejet des demandes provenant des entités commerciales, et la soumission des dossiers au Comité de direction pour les opérations dont le volume dépasse un seuil fixé par le Comité de direction
- du contrôle du respect des limites (crédit, marché, trading) dans lesquelles les entités commerciales doivent opérer

Le département est composé de deux entités qui sont les services

- Analyse et Suivi Risque

Le service Analyse et Suivi Risque (ASR) est chargé de l'analyse et du suivi du risque de crédit, que ce soit à un niveau d'exposition individuelle ou au niveau des différents portefeuilles de la Banque.



- Risk Control

Le service Risk Control est l'entité qui est chargée de la supervision des activités de la salle des marchés. Ceci inclut l'administration et le paramétrage des systèmes utilisés par la salle, de même que la modélisation, l'évaluation des risques et le suivi des limites imposées aux activités de la salle, ainsi que le reporting interne des résultats réalisés par la salle des marchés. Le service Risk Control rapporte directement au Comité de direction.

6.2 Compliance

Le service « Compliance » est responsable au niveau de la Banque du respect des dispositions légales auxquelles la Banque est assujettie. La supervision du respect des dispositions légales par les différentes entités de la Banque est partiellement sous-traitée au sein de la Banque, notamment au service « Audit Interne ».

6.3 Audit Interne

La fonction Risk Management fait l'objet de missions régulières et récurrentes par le service Audit Interne. Lors de ces missions, l'Audit Interne contrôle à la fois l'adéquation et l'application des procédures par le Risk Management.

6.4 La gestion active/passive et la gestion du risque de liquidité

Le service Financial Markets (« la salle des marchés ») assume les fonctions suivantes:

- gestion de la trésorerie et de la liquidité de la Banque,
- gestion du funding,
- gestion du portefeuille d'investissement,
- suivi de l'équilibre entre actifs et passifs (Assets and Liabilities Management).

Les activités du service Financial Markets sont supervisées par le Risk Control.



6.5 Les systèmes de mesure et de contrôle des limites

6.5.1 Risque de marché

Dans le cadre de l'évaluation et du suivi du risque de marché, la Banque applique un ensemble de méthodes qui sont :

- le calcul permanent de l'indicateur « Basis Point Value » (BPV) pour les positions à risque de taux détenues au niveau de la salle des marchés. La BPV est une méthode simple et efficace qui permet de quantifier le risque de marché résultant de faibles variations de taux pour les positions détenues. Les « traders » sont tenus d'opérer en permanence dans le cadre des limites de BPV arrêtées par la Direction. Le respect de ces limites est surveillé par le Risk Control.
- la « Value-at-risk (VaR) », et pour le trading book et pour le banking book, afin d'évaluer les montants à risques liés aux positions détenues. Les montants à risque font l'objet de limites arrêtées par la Direction et supervisés par le Risk Control. La VaR constitue une évolution par rapport à des indicateurs plus simples de type BPV, parce qu'elle permet à la fois :
 - d'intégrer les corrélations dans l'évolution des facteurs risque entre les positions détenues ;
 - d'exprimer la perte potentielle par un seul montant, qui peut être mis en relation avec les fonds propres de la Banque ;
 - de quantifier la probabilité d'occurrence de cette perte ;
 - des stress-tests sur les positions détenues afin d'évaluer l'impact de mouvements de marché inattendus, qui n'est pas correctement capté par la VaR.

6.5.2 Risque de crédit

Un suivi permanent de la qualité de l'ensemble des débiteurs est mis en place au sein du Risk Management. Cette supervision se base à la fois sur le suivi des ratings internes dont chaque contrepartie dispose et sur une analyse comportementale des engagements détenus. La Direction est informée de manière continue et selon les besoins par le Risk Management sur l'évolution de la qualité des débiteurs. L'évolution de la qualité des débiteurs pour l'ensemble des portefeuilles fait par ailleurs l'objet d'une analyse trimestrielle détaillée de la part du Risk Management à l'attention de la Direction.

Les positions détenues au niveau de la salle des marchés font l'objet d'un suivi permanent et en temps réel du respect des limites de crédit accordées par la Direction.

Au-delà des limites par contreparties, la Banque a mis en place un système de limites sectorielles et géographiques afin de superviser le risque de concentration.

6.5.3 Risque de contrepartie découlant des opérations sur produits dérivés

La Banque a négocié des contrats-cadres ISDA comprenant des annexes CSA en vue de limiter le risque de contrepartie découlant des opérations sur produits dérivés lorsque celles-ci présentent une évaluation « mark-to-market » positive. Fin 2007 environ 95% du volume des opérations sur produits dérivés s'inscrivait dans le cadre de tels accords.

6.6 Exposition aux risques de crédit



6.6.1 Détermination de l'exposition au risque de crédit du groupe :

6.6.1.1 Analyse du risque de crédit sur instruments de dette hors portefeuille de transaction

Le groupe détermine l'exposition au risque de crédit des instruments de dette (hors portefeuille de négociation) comme étant le coût d'acquisition (solde restant dû) en application de la circulaire CSSF 2000/10 portant définition de ratios de fonds propres en application de l'article 56 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

Au cours de l'exercice écoulé, la Banque a déployé d'importantes ressources dans les travaux de mise en œuvre de la nouvelle réglementation Bâle II. En décembre 2007 la Banque a reçu de la part de l'autorité de surveillance l'accord conditionnel d'appliquer la méthode dite des notations internes de base à partir du 1er janvier 2008.

Afin de répondre aux exigences de la norme IFRS 7 « Financial instruments disclosures », nous présentons les expositions au risque de crédit au 31/12/2007 en fonction des notations internes.

Dans la partie « Tableaux quantitatifs des expositions et des concentrations », l'exposition au risque de crédit est renseignée brute avant impact des « garanties réelles » (avant collatéralisation). L'application d'un taux de collatéralisation permet de tenir compte de l'effet de « Risk mitigation ».



6.6.1.2 Objectifs et gestion du risque de crédit

Dans le domaine des crédits accordés à l'économie nationale, la structure des décisions est hiérarchisée en différents comités de crédit en fonction de l'encours global du client. A partir d'un seuil défini, les dossiers doivent être ratifiés par le Comité de direction de la Banque. La structure du portefeuille se décompose en prêts hypothécaires au logement pour plus de la moitié de l'encours. En ce qui concerne le portefeuille des prêts hypothécaires au logement, le risque de crédit est couvert par le processus d'évaluation de la capacité de remboursement des clients et par l'existence de garanties réelles. Pour le secteur des prêts et avances aux entreprises, la Banque s'est fixée des procédures rigoureuses pour l'analyse des dossiers et la prise de garanties. Une attention particulière est accordée au respect des limites par secteur et par contrepartie. Grâce à la méthodologie de Bâle II, la Banque peut effectuer un suivi continu des portefeuilles agrégés quant à l'évolution du risque.

Dans le domaine des marchés interbancaires et des crédits internationaux, où la grande majorité des contreparties est constituée d'établissements bancaires et financiers, l'attribution d'une notation interne à une contrepartie bancaire se fait à partir d'une combinaison d'analyses quantitatives et qualitatives. L'élément quantitatif se base sur des ratios décrivant au mieux la rentabilité, l'importance des fonds propres, la liquidité et la qualité des actifs de la contrepartie tandis que l'élément qualitatif émane de l'analyste lui-même qui tient compte d'éléments non financiers tels que la part de marché, la qualité du Management et le rating externe.

En ce qui concerne les crédits internationaux à des entités non financières, la priorité est accordée aux engagements classés au minimum « Investment Grade » sur des pays de l'OCDE. Ces contreparties, comme toutes les autres contreparties de la Banque, reçoivent une notation interne, basée sur des règles similaires à celles appliquées aux établissements bancaires et financiers.

Les encours de crédit font l'objet d'un suivi du risque de contrepartie et d'un contrôle régulier sur base d'analyses financières actualisées et de propositions d'ajustement des limites par contrepartie. La Banque applique également un système de limite-pays pour les pays à rating inférieur à AA. La salle des marchés est tenue de respecter par instrument de bilan et de hors bilan à la fois la limite de crédit des contreparties et les limites de livraison (« settlement limit » et « daily settlement limit »). Ces limites sont sujettes à révision périodique.

Les investissements en instruments dérivés sont largement réglementés via le recours aux contrats-types ISDA (« International Swaps and Derivatives Association Inc. ») qui comprennent des clauses de compensation en cas de faillite d'une des parties. La Banque s'est assurée un moyen de réduction

supplémentaire du risque en négociant l'annexe CSA (« Credit Support Annex ») des contrats ISDA avec les contreparties les plus importantes dans le domaine des opérations du hors bilan.

Cette annexe prévoit, sur la base d'une réévaluation périodique des positions bilatérales, le dépôt de garanties sous forme de liquidités ou de titres de première qualité dès que la valeur nette des contrats en cours dépasse un certain seuil. Fin 2007, environ 95% du volume des opérations sur produits dérivés a été réalisé dans le contexte d'un contrat ISDA-CSA.

6.6.1.3 « Risk Mitigation »

La Banque a recours aux techniques classiques en matière de réduction du risque de crédit qui sont :

- les garanties réelles (« collaterals »)

Décomposition par nature des collatéraux	2007
Hypothèques	5.979.756.131
Opération de mise en pension	4.750.050.000
Nantissement par des dépôts en espèces resp. par des dépôts de titres	425.260.522

- les garanties personnelles

Décomposition par nature des garanties personnelles	2007
Cessions	1.052.662.884
Codébiteurs	4.814.424.289
Garanties bancaires	18.231.642
Garanties personnelles	31.345.168

Le taux de collatéralisation, dont est fait mention dans les tableaux quantitatifs ci-dessous, se réfère aux seules garanties réelles (collaterals).

6.6.1.4 Tableaux quantitatifs des expositions et concentrations

Le risque de crédit est présenté en fonction des expositions suivantes :

- zone géographique,
- catégorie de contrepartie,
- classe de risque (« notations internes »).





Exposition par zone géographique :

Zone géographique	Exposition au risque 2006	Exposition au risque 2007
Europe zone EUR	30.500.770.675	27.450.222.515
Union européenne hors zone EUR	4.302.180.220	5.914.841.227
Autres pays de l'Europe	1.069.482.082	925.805.376
Amérique du Nord	1.740.139.378	1.955.432.259
Amérique latine	20.165.440	17.797.738
Asie et pays australs	858.192.154	603.496.125
Supranationaux	181.353.191	105.942.389
Autres	108.314.278	133.080.520
Total	38.780.597.418	37.106.618.149

Exposition par catégorie de contrepartie et par classe de risque :

L'indication du taux de collatéralisation moyen traduit le degré de couverture moyen des encours par des garanties réelles.

L'indication du « taux moyen de dépréciation » donne le pourcentage moyen de l'encours qui est jugé comme étant irrécouvrable.

Banques, Corporates et Souverains :

Le regroupement opéré par classe interne de risques correspond à titre d'exemple aux équivalents suivants de « S&P » :

High grade : de AAA à A+
Standard grade : de A à BBB-
Sub-Standard grade : de BB+ à BB-

Les encours portant le libellé « Impaired » correspondent aux encours pour lesquels il existe des « indications objectives de dépréciation » et dont la classe interne de risque (rating interne) est inférieure ou égale au rating B+.

Titrisations :

Le regroupement opéré par classe interne de risques correspond à titre d'exemple aux équivalents suivants de « S&P » :

High grade : de AAA à A+
Standard grade : de A à BBB-

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG
Notes aux comptes consolidés
au 31 décembre 2007

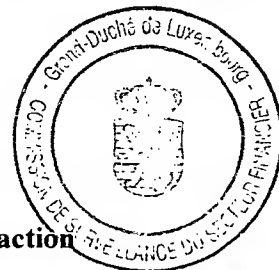
Les encours portant le libellé « Impaired » correspondent aux encours pour lesquels il existe des « indications objectives de dépréciation » et dont la classe interne de risque (rating interne) est inférieure ou égale au rating BB+.



BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG
Notes aux comptes consolidés
au 31 décembre 2007



	2006			2007		
	Encours	Taux de collatéralisation moyen	Taux de dépréciation	Encours	Taux de collatéralisation moyen	Taux de dépréciation
Banques						
High grade	18.921.812.980	8,64%		17.131.342.247	17,51%	
Standard grade	4.064.927.348	39,85%		3.592.655.803	34,79%	
Sub-standard grade	800.614	0,00%		4.960.120	0,00%	
Impaired	37.970.839	0,00%	6,50%	0	0,00%	
not rated	331.822.069	0,00%		13.812.195	0,00%	
Corporates						
High grade	922.927.652	56,23%		855.105.272	90,51%	
Standard grade	1.346.227.660	12,82%		1.422.817.707	14,49%	
Sub-standard grade	135.537.142	56,23%		215.552.178	50,45%	
Impaired	43.323.724	43,88%	37,35%	27.936.970	71,29%	56,79%
not rated	157.831.443	30,06%		111.132.485	37,74%	
Souverains						
High grade	4.463.223.917	0,27%		4.725.281.257	0,24%	
Standard grade	365.998.956	0,00%		213.438.533	0,00%	
Sub-standard grade	0	0,00%		0	0,00%	
Impaired	0	0,00%		0	0,00%	
not rated	252.100	0,00%		0	0,00%	
Retail						
High grade	2.299.930.987	77,35%		2.439.495.669	76,98%	
Standard grade	3.080.512.927	81,27%		3.674.241.813	82,57%	
Sub-standard grade	602.883.678	81,37%		642.235.132	88,06%	
Impaired	335.861.996	59,24%	2,44%	411.939.200	62,90%	3,38%
not rated	0	0,00%		0	0,00%	
Titrisation						
High grade	681.039.952	0,00%		904.058.939	0,00%	
Standard grade	81.189.485	0,00%		24.778.993	0,00%	
Sub-standard grade	0	0,00%		0	0,00%	
Impaired	18.143.285	0,00%	9,44%	45.581.647	0,00%	29,79%
not rated	572.787.921	0,00%		340.486.097	0,00%	
Autres						
High grade	25.000.002	0,00%		272.762.763	0,17%	
Standard grade	3.124.423	0,00%		0	0,00%	
Sub-standard grade	0	0,00%		8.336	0,00%	
Impaired	0	0,00%		0	0,00%	
not rated	287.466.320	0,35%		36.994.791	16,37%	
Total	38.780.597.419			37.106.618.148		



6.6.2 Analyse du risque de crédit sur instruments dérivés hors portefeuille de transaction

Instrument dérivé réparti en fonction des contreparties	Montant à risque net au 31.12.2006 en millions d'euros	Montant à risque net au 31.12.2007 en millions d'euros
Etablissements de crédit et financiers	43,86	111,20
Clientèle	0,53	12,86
Total	44,39	124,06

Le montant à risque net des instruments dérivés (hors bilan) équivaut au total des coûts de remplacement actuels nets positifs calculés par contrepartie en tenant compte des contrats de compensation tels que définis ci-dessous. Ce montant ne reprend pas le coût de remplacement potentiel futur au sens de la circulaire CSSF 2000/10.

La technique de réduction du risque la plus répandue est celle représentée par les contrats incluant des clauses de compensation tels que les contrats ISDA ainsi que les contrats ISDA avec annexe CSA qui sont présentés au point 8.2.1.

L'analyse du risque de crédit relatif aux instruments dérivés traités hors marché organisé en fonction du rating interne de la contrepartie est reprise ci-dessous.

La grande majorité des contreparties étant constituée par des établissements bancaires et financiers, l'attribution du rating interne à une contrepartie se fait à partir d'une combinaison d'analyses quantitatives et qualitatives. L'élément quantitatif se base sur des ratios décrivant le mieux la rentabilité, les fonds propres, la liquidité et la qualité des actifs de la Banque tandis que l'élément qualitatif émane de l'analyste lui-même qui tient compte d'éléments non financiers tels que la part de marché et la qualité du Management.



A. Contreparties avec lesquelles la Banque a signé un contrat ISDA

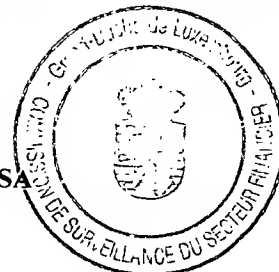
au 31.12.2007
en millions d'euros

Rating interne de la contrepartie	Montant notionnels	Coûts de remplacement nets positifs	Coûts de remplacement nets négatifs ²
AAA - AA	3.324,16	11,49	9,03
A ⁺ - A	872,80	1,90	0,55
BBB ⁺ - BB ⁻	136,92	-	5,58
Total	4.333,88	13,39	15,17

au 31.12.2006
en millions d'euros

Rating interne de la contrepartie	Montant notionnels	Coûts de remplacement nets positifs	Coûts de remplacement nets négatifs ²
AAA - AA	1.651,37	5,97	35,54
A ⁺ - A	417,95	2,34	4,75
BBB ⁺ - BB ⁻	0,22	-	0,01
Total	2.069,54	8,31	40,30

Les contrats-type 'ISDA' (International Swaps and Derivatives Association Inc.) sont des contrats qui contiennent des clauses de compensation en cas de faillite d'une des parties, mais qui ne prévoient pas de dépôt de garantie.

**B. Contreparties avec lesquelles la Banque a signé un contrat ISDA avec annexe CSA**

au 31.12.2007
en millions d'euros

Rating interne de la contrepartie	Montant notionnels	Coûts de remplacement nets positifs	Collatéral reçu (dépôt de garantie)	Montant à risque résiduel	Coûts de remplacement nets négatifs *
AA – AA ⁺	39.976,12	201,15	114,97	86,18	193,45
A ⁺ - A	3.986,23	36,91	25,28	11,63	44,66
BBB ⁺	13,58	-	-	-	0,09
Unrated	1,82	-	-	-	-
Total	43.977,75	238,06	140,25	97,81	238,20

au 31.12.2006
en millions d'euros

Rating interne de la contrepartie	Montant notionnels	Coûts de remplacement nets positifs	Collatéral reçu (dépôt de garantie)	Montant à risque résiduel	Coûts de remplacement nets négatifs *
AAA – AA ⁺	46.750,78	27,14	14,65	12,49	256,13
A ⁺ - A	3.149,48	23,06	-	23,06	27,51
Total	49.900,26	50,20	14,65	35,55	283,64

La Banque s'est assurée un moyen de réduction supplémentaire du risque en négociant l'annexe CSA (Credit Support Annex) des contrats ISDA (International Swaps and Derivatives Association Inc.) avec les contreparties les plus importantes dans le domaine des instruments dérivés. Cette annexe prévoit, sur la base d'une réévaluation quotidienne des positions bilatérales, le dépôt de garanties sous forme de liquidités ou de titres de première qualité dès que la valeur nette des contrats dépasse un certain seuil.

C. Contreparties avec lesquelles la Banque n'a pas signé de contrat de compensation

en millions d'euros

	Rating interne de la contrepartie	Montant notionnels	Coûts de remplacement nets positifs	Coûts de remplacement nets négatifs *
31.12.2007	Unrated	1.131,69	12,86	0,74
31.12.2006	Unrated	1.008,67	0,53	-

* Les coûts de remplacement nets négatifs ne constituent pas un risque de crédit, mais traduisent une charge que la Banque devrait régler en cas de clôture prématurée des contrats dérivés. Etant donné que l'usage des instruments dérivés est destiné à la couverture d'opérations de bilan (voir à ce sujet le commentaire du tableau 7.3), les coûts de remplacement négatifs se traduisent du côté de l'instrument couvert (poste bilantaire) par des plus-values d'évaluation.



6.7 Risque de liquidité

6.7.1 Objectifs et gestion des risques

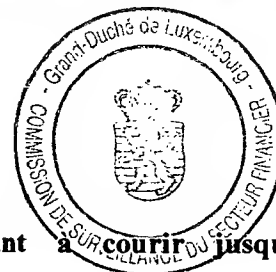
Le risque de liquidité résulte du problème de réconciliation des flux financiers entrants et sortants à une date précise. Le risque pour un établissement financier est celui de ne plus pouvoir, à un moment donné, assurer ses obligations de paiement pour cause de manque d'actifs liquides par rapport aux passifs devenus exigibles. De par sa structure financière, la Banque se trouve normalement dans une situation d'excédents de liquidités.

La Banque opère un suivi permanent du risque de liquidité en fonction des échéances. La salle des marchés assure la gestion de la liquidité à court terme. Au-delà, la Banque dispose de passifs stables et diversifiés, notamment sous forme d'une base de dépôts clientèle très solide et de programmes de refinancement ECP, USCP et EMTN qui lui assurent une situation confortable en matière de liquidité. De plus le portefeuille de valeurs mobilières à revenu fixe de grande qualité (rating moyen de AA-) permet à la Banque à la fois un refinancement auprès de la Banque centrale européenne et également dans le marché du repo.

Dans le cas d'un besoin urgent et important de liquidités, la Banque dispose d'une ligne de crédit « intraday » et « overnight » auprès de la Banque centrale du Luxembourg (BCL) contre nantissement de titres publics ou autres titres à revenu fixe. A cet effet, la Banque conserve en permanence un portefeuille d'un minimum de 2.500 millions d'euros en titres à revenu fixe pouvant servir de garantie auprès de la BCL.

6.7.2 Tableau quantitatif des expositions et concentrations

Répartition du passif par échéance résiduelle jusqu'à la date de remboursement :



A. L'échéancier ci-dessous analyse la durée résiduelle restant à courir jusqu'au remboursement des passifs (données contractuelles).

Les comptes courants et les comptes d'épargne sont considérés comme étant à vue.

Rubrique	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	Sous-total moins d'un an	1 - 5 ans	au-delà de 5 ans	Indéterminé	Sous-total au-delà d'un an	Total 2007
Emissions de titres	3.495.083.999	892.339.060	4.387.423.059	1.675.982.913	1.796.462.655	7.943	3.472.453.511	7.859.876.570
Dépôts évalués au coût amorti - Etablissements de crédit	7.174.286.151	417.229.401	7.591.515.552	2.217.241	-	-	2.217.241	7.593.732.793
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle	19.151.493.851	1.083.345.090	20.234.838.940	199.605.364	36.471.898	-	236.077.262	20.470.916.202
Total	29.820.864.001	2.392.913.551	32.213.777.551	1.877.805.518	1.832.934.553	7.943	3.710.748.014	35.924.525.565

Rubrique	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	Sous-total moins d'un an	1 - 5 ans	au-delà de 5 ans	Indéterminé	Sous-total au-delà d'un an	Total 2006
Emissions de titres	2.870.934.663	856.426.299	3.727.360.962	2.050.345.420	2.368.159.077	-	4.418.504.497	8.145.865.459
Dépôts évalués au coût amorti - Etablissements de crédit	6.674.234.066	814.919.370	7.489.153.435	118.431.412	-	-	118.431.412	7.607.584.847
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle	20.918.639.910	604.664.326	21.523.304.237	262.155.963	24.375.082	665.262	287.196.307	21.810.500.544
Total	30.463.808.639	2.276.009.995	32.739.818.634	2.430.932.795	2.392.534.159	665.262	4.824.132.216	37.563.950.850

B. L'échéancier ci-dessous analyse la durée résiduelle restant à courir jusqu'au remboursement des dépôts de la clientèle en fonction des échéances « attendues » déterminées dans le cadre de la politique de gestion actifs-passifs

Rubrique	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	Sous-total moins d'un an	1 - 5 ans	au-delà de 5 ans	Indéterminé	Sous-total au-delà d'un an	Total 2007
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle	15.268.687.730	1.670.471.863	16.939.159.593	3.236.398.352	295.358.259	-	3.531.756.610	20.470.916.202

Rubrique	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	Sous-total moins d'un an	1 - 5 ans	au-delà de 5 ans	Indéterminé	Sous-total au-delà d'un an	Total 2006
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle	16.593.871.086	1.269.442.441	17.863.313.526	3.722.285.233	224.901.786	-	3.947.187.019	21.810.500.544



6.8 Risque de marché

6.8.1 Détermination des expositions au risque

Le risque de marché est le risque de perte découlant d'une variation défavorable de différents paramètres financiers, dont principalement les taux d'intérêt, les prix des actions et les cours de change.

6.8.2 Objectifs et gestion des risques

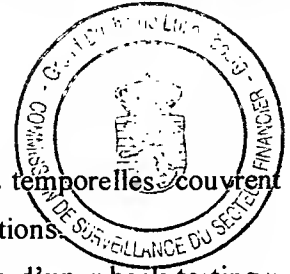
Dans sa politique de gestion du risque de marché, la Banque distingue le risque de transformation, résultant de la différence structurelle entre les maturités des ressources et celles de leurs réinvestissements au niveau du bilan de la Banque, du risque lié à la gestion de la trésorerie ainsi qu'aux opérations de négociation (« trading »).

Le risque de transformation est pris en charge par le comité ALM (« Asset Liability Management »), qui assure d'une part l'adéquation de la gestion des fonds propres et des fonds placés sur comptes à vue ou comptes d'épargne et, d'autre part, celle du refinancement des portefeuilles des crédits nationaux et internationaux ainsi que des portefeuilles obligataires et actions propres de la Banque dans le but de minimiser les implications négatives des mouvements des courbes de taux sur les performances de la Banque. Le comité ALM se compose des membres du Comité de direction de la Banque et d'un certain nombre de chefs de service.

Toutes les autres composantes du risque de marché comme le risque de taux, de change ou de prix sur actions touchant les positions de la trésorerie ou du « trading » en instruments du bilan et du hors bilan sont centralisées en temps réel à la salle des marchés dans le système « front-office » et sont maintenues dans des limites fixées par le Comité de direction de la Banque. Le Comité de direction est informé régulièrement du respect des limites ainsi que des niveaux de risque encourus par une unité indépendante de la salle des marchés.

Les niveaux de risque sont principalement surveillés moyennant l'indicateur linéaire « Value at Risk » (VaR), qui a été mis en place en 2003. La Banque calcule la VaR sur base de la méthodologie dite de simulation historique. Les activités de « trading » et de trésorerie sont soumises à des limites VaR respectives.

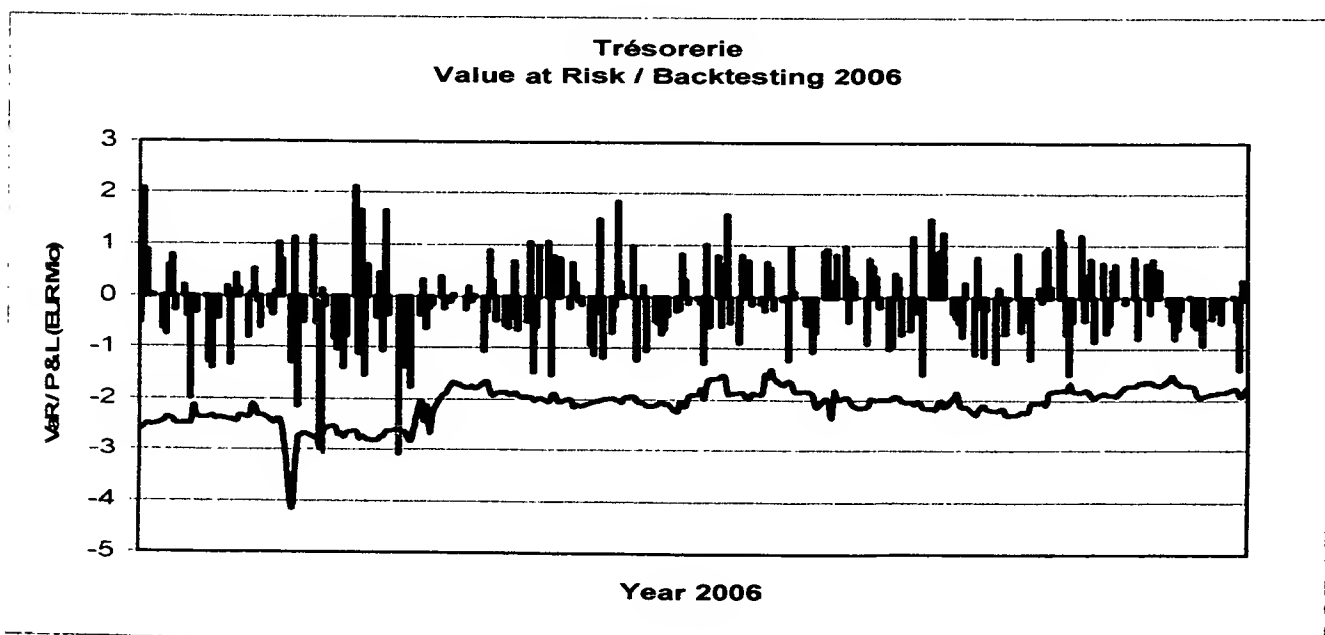
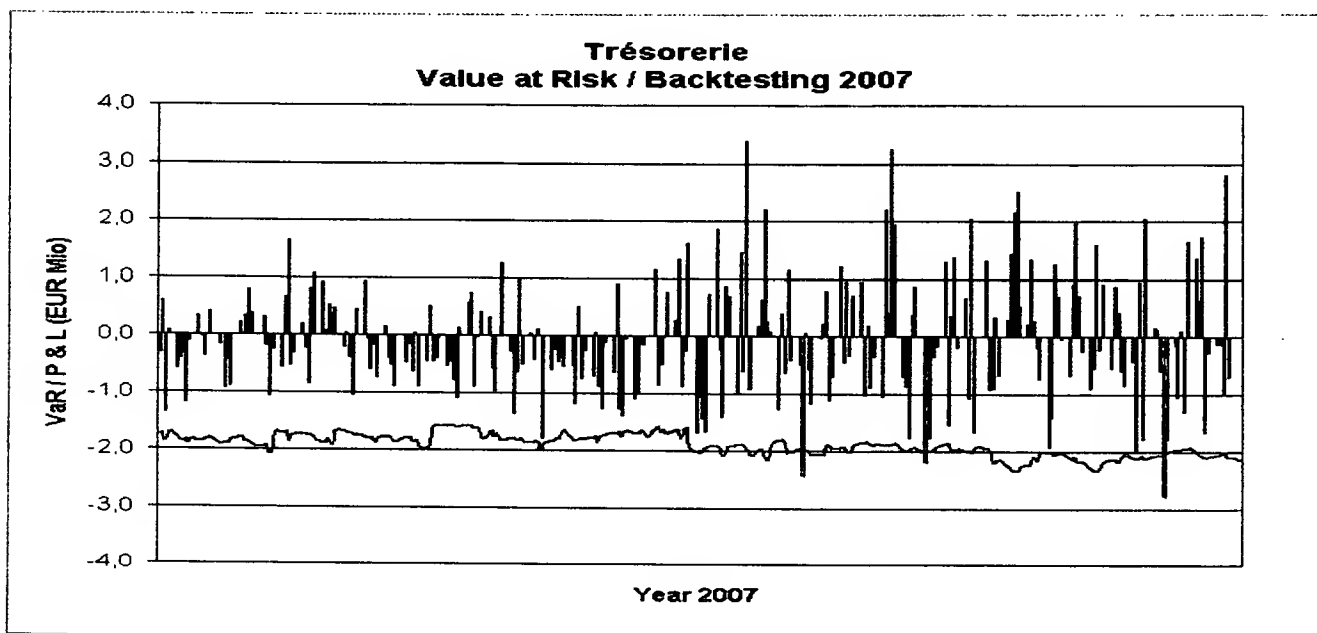
Sur une base journalière, la VaR est évaluée pour l'ensemble des portefeuilles à risque de marché (« trading », trésorerie, investissement) à l'exception du portefeuille des participations. L'évaluation est



faite pour une période d'un jour avec un seuil de confiance de 99%. Les séries temporelles couvrent une année entière, ce qui correspond pour l'année 2007 à un total de 259 observations.

L'efficacité des calculs de VaR est contrôlée de manière ex-post dans le cadre d'un « back-testing » pour lequel les prédictions faites par la VaR sont comparées aux variations de valeur effectivement constatées. Le graphique suivant montre l'évolution de la VaR et du « back-testing » pour la Trésorerie de la Banque durant l'année 2007. En moyenne, la VaR était de 1,9 millions d'euros. Pour le seul portefeuille de « trading », la VaR était de 199.000 euros en moyenne au courant de 2007.

Le résultat négatif de la Trésorerie ne devrait pas dépasser le montant de la VaR en moyenne plus d'un jour sur cent. Pour l'année 2007, nous avons observé trois dépassements de la VaR pour la Trésorerie.



En sus de la VaR, qui permet une gestion agrégée des différents risques de marché, la Banque maintient d'autres outils de gestion des risques en fonction des instruments financiers concernés. Ainsi, le risque de taux est géré en simulant l'incidence d'une variation parallèle d'un point de base (0,01%) de la courbe des taux d'intérêt sur la Valeur Actuelle Nette (ou « Net Present Value ») des positions. Les rapports quotidiens présentent donc la variation résultant de la variation parallèle de toutes les courbes de taux d'intérêt d'un point de base, appelée encore « Basis Point Value » (BPV) qui doit rester dans des limites fixées. De même, le risque de change et le risque sur actions sont gérés par des limites sur les positions individuelles et « stop-loss ».

Tableau quantitatif des expositions et concentrations



6.8.3 Risque de change : Positions nettes en devises et évaluation du résultat de change

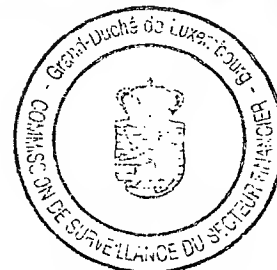
An 31.12.2007	AUD	CHF	GBP	SEK	USD	Autres	Total
Position nette au bilan	3.420.840	2.930.437	20.115.329	-2.089.229	6.597.635	4.284.593	35.259.607

An 31.12.2006	AUD	GBP	USD	DKK	Autres	Total
Position nette au bilan	2.670.778	11.460.161	13.815.494	-3.724.614	1.367.693	25.589.512

Seules les devises dont la contrevaletur de la position de change nette est supérieure à 2 millions d'euros en valeur absolue ont été renseignées séparément.

6.9 Juste valeur des instruments financiers

Le tableau ci-dessous donne la comparaison par rubrique des valeurs comptables et des justes valeurs des instruments financiers de la Banque renseignées dans les comptes consolidés.



Rubriques au 31/12/2007	Valeur comptable	Juste valeur	Évaluation latente
Actifs financiers			
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	946.542.152	946.542.152	-
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	291.618.652	291.618.652	-
Titres disponibles à la vente - valeurs mobilières à revenu fixe	15.071.949.807	15.071.949.807	-
Titres disponibles à la vente - valeurs mobilières à revenu variable	930.227.349	930.227.349	-
Prêts et avances au coût amorti - Etablissements de crédit	9.960.334.536	9.960.334.536	-
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	10.319.249.124	10.319.249.124	-
Instruments dérivés de couverture	185.826.844	185.826.844	-
Titres détenus jusqu'à l'échéance	1.450.062.610	1.414.963.194	-35.099.416
TOTAL	39.155.811.074	39.120.711.658	-35.099.416
Passifs financiers			
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	269.675.182	269.675.182	-
Emissions de titres	7.859.876.570	7.859.876.570	-
Dépôts évalués au coût amorti - Etablissements de crédit	7.593.732.793	7.593.732.793	-
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle	14.546.970.605	14.546.970.605	-
Dépôts évalués au coût amorti - Secteur public	5.923.945.597	5.923.945.597	-
Instruments dérivés de couverture	237.596.543	237.596.543	-
TOTAL	36.431.797.290	36.431.797.290	

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur dans les comptes consolidés est déterminée suivant les méthodes et estimations exposées ci-après.

Actifs ayant une valeur proche de la valeur comptable :

En ce qui concerne les actifs et les passifs financiers liquides ou ayant une date de maturité inférieure à 3 mois, que la juste valeur est égale à la valeur comptable. Cette estimation est entre autres appliquée aux dépôts évalués au coût amorti, à la majorité des prêts et avances sans maturité spécifique ainsi qu'aux prêts à taux variable.



Instruments financiers à taux fixe :

La moins-value latente des titres détenus jusqu'à l'échéance est imputable à la seule hausse des taux d'intérêt au cours de 2007.

Méthodes de calcul de la juste valeur appliquées aux actifs et passifs financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan

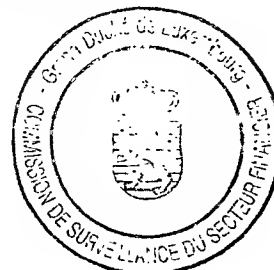
Lorsqu'il existe des prix cotés dans un marché actif, ceux-ci constituent la meilleure estimation de juste valeur. Lorsqu'une juste valeur d'un instrument financier à taux fixe ne peut être déterminée à partir d'un marché actif ou qu'il n'existe pas de transaction récente pouvant servir de référence, des techniques d'évaluation sont utilisées. Ces techniques d'évaluation sont basées principalement sur des modèles mathématiques dont les variables sont issues d'observations du marché.

Si de telles observations ne sont pas disponibles, il est fait recours à des jugements et estimations se basant sur la considération du degré de liquidité du marché ou encore sur la volatilité afin de déterminer la juste valeur d'un instrument financier.

Le tableau ci-dessous distingue parmi les instruments financiers enregistrés à la juste valeur, ceux dont la juste valeur est déterminée sur base d'un prix coté sur un marché actif, ceux évalués à partir de techniques d'évaluation sur base d'observations de marché et ceux évalués selon d'autres techniques de évaluation.

Le tableau renseigne le pourcentage de la valeur comptable d'une rubrique bilantaire qui est évaluée suivant l'une des trois méthodes.

Rubriques au 31.12.2007	Prix d'un marché actif	Techniques d'évaluation sur base d'observations de marché
Actifs financiers		
Instruments détenus à des fins de transaction	4%	96%
Instruments disponibles à la vente - valeurs mobilières à revenu fixe	81%	19%
Instruments disponibles à la vente - valeurs mobilières à revenu variable	84%	16%
Instruments dérivés de couverture		100%
Passif financiers		
Instruments détenus à des fins de transaction	-	100%
Instruments dérivés de couverture	-	100%
Emissions	-	100%



7 INFORMATION SECTORIELLE

La Banque fournit une information sectorielle basée sur son organisation interne et sur son système d'information financier interne (« management view ») conformément à la norme IFRS 8.

7.1 Secteurs d'activité

Les activités de la Banque sont regroupées en segments significatifs ayant des caractéristiques de rentabilité et de risque homogènes. Les segments regroupent des ensembles cohérents de produits s'adressant à des clients et contreparties de même nature. Les métiers ainsi définis sont gérés de manière séparée et font l'objet d'organisations spécifiques dans l'organigramme de la BCEE. Ils se présentent de la manière suivante :

- Banque des Particuliers, des Professionnels, des Entreprises et du Secteur Public : Le métier reprend toutes les activités de dépôts, de crédit, de conseil et de nature transactionnelle liées à cette clientèle en dehors des affaires traitées directement par la salle des marchés. D'un point de vue organisationnel, ces activités relèvent des départements « Particuliers et Professionnels » et « Entreprises et Secteur public ».
- Banque des Marchés et des Fonds d'Investissements : Il s'agit des activités de Trésorerie Trésorerie, de « Trading » d'« Asset and Liability Management », de « Customer Desk » et administration et gestion d'opc. D'un point de vue organisationnel, ces activités relèvent des départements « Banque des Marchés » et « Fonds d'Investissement ».
- Autres : Sont reprises ici toutes les activités de « Back-office » et de support ainsi que les revenus sur participations non affectables à un métier et les coûts non attribuables à un métier sur une base raisonnable.

Les résultats des différentes activités incluent les transactions entre les différentes entités. Ces transactions sont valorisées à un prix se référant au marché pour les transactions de financement et de remplacement entre métiers. Les prestations de type « back-office » sont également valorisées à un prix se référant au marché lorsque de tels prix sont disponibles.

L'écart entre la somme des chiffres des différents segments et les comptes consolidés globaux de la Banque provient des éléments suivants :



- Marge d'intérêts : l'écart entre la marge d'intérêts allouée sur les métiers et la marge totale provient de divergences de méthodes de valorisation des transactions internes entre la Banque des Marchés d'une part et les autres segments d'autre part.

De même, la marge d'intérêts commerciale inclut des revenus d'écarts de valeur valorisés selon une méthode favorisant la dynamique commerciale.

Une autre différence provient d'un mécanisme de valorisation conventionnel de la marge sur prêts à taux sociaux. Cette méthode est intégrée à la « management-view » et a pour objectif de ne pas pénaliser les points de vente distribuant ces produits.

En 2007, l'écart sur la marge se trouve en-dessous du seuil de matérialité défini par la Banque.

- Commissions : la différence de réconciliation est constituée par la somme des commissions non directement attribuables à un métier. La BCEE considère que le coût de développement pour l'attribution de ces flux à un métier excéderait le bénéfice d'obtention de cette information.
- Les actifs et les dettes sont valorisés selon les règles IFRS valables pour le reporting global à une exception près.

Les créances et les dettes brutes à la clientèle du métier « Banque des Particuliers, des Professionnels, des Entreprises et du Secteur Public sont reprises pour leur montant moyen annuel et non pour leur montant de fin d'année. Cette présentation correspond à la « management view ».

L'écart de réconciliation de l'actif et du passif provient de la prise en compte d'encours moyens vis-à-vis des encours fin de période, des actifs sur la clientèle non attribuables à un métier et des actifs non répartis sur les métiers (comptes transitoires, actifs et passifs fiscaux, comptes internes).

7.2 Information géographique

L'entière des opérations réalisées par la BCEE est exécutée à partir du Grand-Duché de Luxembourg.

7.3 Information sur les produits et services

Le Produit net bancaire (PNB) de la BCEE se décompose entre ces produits principaux :

- Dépôts des particuliers, des professionnels, des entreprises et du secteur public ;
- Prêts et Crédits des particuliers, des professionnels, des entreprises et du secteur public ;
- Autres produits des particuliers, des professionnels, des entreprises et du secteur public ;
- Autres produits.

Le PNB est valorisé en tenant compte des refacturations d'intérêts et de commissions entre métiers.

7.4 Information sur les clients importants

Aucun client ni aucun groupe de clients consolidé ne génère plus de 10% du PNB de la BCEE.



BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG
Notes aux comptes consolidés
au 31 décembre 2007



Milliers d'euros 31.12.2007	Banque des Particuliers, Professionnels, Entreprises et du Secteur Public	Banque des Marchés et des Fonds d'Investissement	Autres	Provisionnement	Total
Marge nette d'intérêts	212.406	112.575	9.020	-12.925	321.076
Revenus de valeurs mobilières	0	6.826	11.306	0	18.133
Commissions	24.932	6.058	61.587	762	93.338
Commissions externes	52.308	30.409	9.599	1.022	93.338
Commissions internes	-27.376	-24.352	51.988	-260	0
Résultat sur instruments financiers et sur change	1.966	30.310	935	0	33.210
Produit Net Bancaire	239.303	155.769	82.843	-12.163	465.752
Autres produits et charges d'exploitation	0	237	4.764	0	5.001
Produit Bancaire	239.303	156.006	87.607	-12.163	470.759
Frais généraux et corrections de valeurs sur actifs corporels et incorporels	-136.594	-21.710	-93.132	0	-251.436
Corrections de Valeur et impairment nettes	-3.112	-10.637	0	0	-13.749
Autres	0	0	1.577	0	1.577
Résultat avant impôt	99.597	123.659	45.942	-12.163	267.035
Impôt sur le résultat et impôt différés	0	0	-24.277	0	-24.277
Intérêts minoritaires/Résultat de MEE	0	-1.748	20.542	0	18.794
Résultat	99.597	121.911	41.667	-12.163	261.005
Actifs	8.417.433	23.189.602	1.531.634	213.176	33.351.845
Passifs	14.768.020	20.210.069	1.642.152	21.139.563	36.859.712

Milliers d'euros 31.12.2006	Banque des Particuliers, Professionnels, Entreprises et du Secteur Public	Banque des Marchés et des Fonds d'Investissement	Autres	Provisionnement	Total
Marge nette d'intérêts	188.095	94.364	7.589	-12.128	277.921
Revenus de valeurs mobilières	0	2.631	13.488	0	16.119
Commissions	22.829	3.608	58.763	578	85.778
Commissions externes	48.348	27.032	9.462	937	85.778
Commissions internes	-25.519	-23.424	49.302	-358	0
Résultat sur instruments financiers et sur change	1.960	20.141	15.358	0	37.459
Produit Net Bancaire	212.355	120.745	83.517	-11.550	405.067
Autres produits et charges d'exploitation	379	-485	-1.209	0	-1.315
Produit Bancaire	212.734	120.260	82.308	-11.550	403.747
Frais généraux et corrections de valeurs sur actifs corporels et incorporels	-129.990	-21.592	-94.421	0	-246.004
Corrections de Valeur et impairment nettes	-1.235	-1.245	-10	0	-2.490
Autres	0	0	41	0	41
Résultat avant impôt	82.038	97.422	40.916	-11.550	217.526
Impôt sur le résultat et impôt différés	0	0	-31.306	0	-31.306
Intérêts minoritaires/Résultat de MEE	0	-1.644	23.508	0	21.864
Résultat	82.038	95.778	32.118	-11.550	198.076
Actifs	7.565.971	31.919.122	1.569.721	8.594	41.063.408
Passifs	13.156.517	22.894.571	1.520.945	16.501.377	34.173.410

PNB	Milliers d'euros 31.12.2006	Milliers d'euros 31.12.2007
Dépôts des clients particuliers, professionnels, entreprises et secteur public	93.384	107.244
Prêts et crédits des clients particuliers, professionnels, entreprises et secteur public	80.381	81.791
Autres produits des clients particuliers, professionnels, entreprises et secteur public	39.119	50.269
Autres produits	204.392	226.454



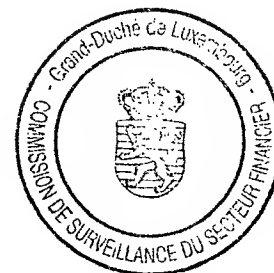
ORGANES DE LA BANQUE

L'organisation de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, premier institut financier du pays fondé en 1856, a été modernisée par la loi du 24 mars 1989 qui a défini les pouvoirs respectifs du Conseil d'administration et du Comité de direction. Suivant l'article 8 de cette loi organique "le Conseil d'administration définit la politique générale de l'établissement et contrôle la gestion du Comité de direction. Tous les actes tant d'administration que de disposition nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de la Banque sont de la compétence du Comité de direction, sous réserve des approbations requises en vertu de la présente loi".

CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRESIDENT	M. Victor ROD	Directeur du Commissariat aux Assurances, Howald
VICE-PRESIDENT	M. Gaston REINESCH	Administrateur général, Ministère des Finances, Schiffflange
ADMINISTRATEURS	M. Georges DENNEWALD	Représentant du personnel, Kehlen
	M. Paul ENSCH	Directeur, Chambre des Métiers, Mersch
	M. Patrick GILLEN	Directeur du Contrôle financier, Ministère des Finances, Dudelange
	M. Jean HAMES (jusqu'au 01.07.2007)	Représentant du personnel, Luxembourg
	M. Paul HUSS (à partir du 01.07.2007)	Représentant du personnel, Oberanven
	M. Patrick NICKELS	Conseiller de direction 1 ^{ère} classe, Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur, Dudelange
	M. Georges SCHMIT	1 ^{er} Conseiller de gouvernement, Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur, Heffingen
	M. Fernand SPELTZ	Conseiller à la Chambre de Travail, Howald

BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG
Notes aux comptes consolidés
au 31 décembre 2007



COMMISSAIRE DE SURVEILLANCE

M. Jean GUILL

Directeur du Trésor, Luxembourg

COMITE DE DIRECTION

PRESIDENT

M. Jean-Claude FINCK

Directeur Général, Foetz

MEMBRES

M. Michel BIREL

Directeur Général adjoint, Moutfort

M. Gilbert ERNST

Directeur, Luxembourg

M. Jean-Paul KRAUS

Directeur, Bertrange

M. Guy ROSSELJONG

Directeur, Moutfort

REVISEUR EXTERNE

Deloitte SA

Réviseur d'entreprises

Approuvé par le Conseil d'administration dans sa réunion du 19 mars 2008

Luxembourg, le 19 mars 2008

Pour le Conseil d'administration

Victor Rod
Président

Enregistré à Luxembourg - Sociétés,

Le 30 AVR. 2008

Référence: LSO.....CP.1.....0.9765

Reçu (€):

Droit d'Enregistrement: 12.-€

Droit de timbre

Total

: 24€
: 106€

Le Receveur,